

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 932

[2006/200752]

## 23 FEVRIER 2006. — Décret-programme relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *De l'Agence de stimulation économique et des structures locales de coordination*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé sous la dénomination "Agence de stimulation économique", en abrégé : "A.S.E.", une société de droit public.

§ 2. Sans perdre son caractère civil, l'A.S.E. est constituée sous la forme d'une société anonyme. Elle est soumise aux législations et réglementations qui sont applicables aux sociétés anonymes pour tout ce qui n'est pas expressément prévu autrement par ou en vertu du présent décret.

La loi du 8 août 1997 sur les faillites, la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire et les articles 633, 634 et 645 du Code des sociétés ne sont pas applicables à l'A.S.E.

§ 3. L'A.S.E. a un capital social minimal de cinq cent mille euros.

Il est entièrement libéré.

§ 4. Le capital social de l'A.S.E. est détenu majoritairement par la Région.

Sans préjudice des dispositions statutaires ou d'une décision contraire de l'A.S.E., toute personne morale est admise à prendre des participations en capital dans l'A.S.E. La prise de participation est soumise à autorisation du Gouvernement.

§ 5. Le siège social de l'A.S.E. est fixé à Liège.

§ 6. Les statuts de l'A.S.E. et leurs modifications sont soumis à l'approbation du Gouvernement.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. L'A.S.E. est chargée de la mise en place de la politique de stimulation économique en Région wallonne.

Par politique de stimulation économique, on entend l'ensemble des actions publiques de mise en valeur et de développement des potentialités endogènes d'une collectivité territoriale tant au plan économique qu'industriel.

§ 2. Dans le cadre de l'exercice de la politique de stimulation économique définie par le Gouvernement, l'A.S.E. accomplit les missions suivantes :

1° concevoir, proposer et mettre en œuvre un programme pluriannuel d'animation et d'accompagnement des entreprises;

2° coordonner les programmes pluriannuels de stimulation économique transmis par les structures locales de coordination en application de l'article 13;

3° concevoir, proposer et mettre en œuvre un programme pluriannuel de sensibilisation à l'esprit d'entreprendre et à la création d'entreprise;

4° organiser en réseau des opérateurs d'animation et d'accompagnement des entreprises subventionnés par la Région;

5° mettre en œuvre des actions d'information, de soutien et de coordination à la création d'activité et à la différenciation, notamment les bourses de préactivité et les aides à la consultance;

6° procéder à l'évaluation des actions d'animation et d'accompagnement des entreprises menées dans le cadre de la politique de stimulation économique, notamment par des enquêtes de satisfaction des entreprises bénéficiaires;

7° rendre un avis au Gouvernement sur toute demande d'agrément en tant que structure de coordination locale, en application de l'article 13;

8° exercer le contrôle du respect des conditions d'agrément des structures de coordination locales;

9° rendre des avis et des recommandations à l'attention du Gouvernement sur toute question relative à la stimulation économique;

10° accepter toute autre mission en lien avec la stimulation économique confiée par le Gouvernement et ayant pour objectif le développement économique de la Région wallonne.

Le Gouvernement est habilité à préciser les modalités d'exécution de tout ou partie des missions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe.

§ 3. Un protocole règlera la collaboration à intervenir entre l'A.S.E. et les services du Gouvernement en charge de la mise en œuvre de la politique économique de la Région wallonne.

§ 4. L'A.S.E. exécute les missions qui lui sont déléguées en rapport avec son objet social, par décret ou par le Gouvernement, de la manière définie par celui-ci.

Les opérations de l'A.S.E. relatives à ces missions déléguées sont présentées de manière distincte dans ses comptes.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration de l'A.S.E. est composé de membres nommés par le Gouvernement et répartis comme suit :

1° six administrateurs nommés directement par le Gouvernement en raison de leurs compétences dans le domaine de l'économie et de la stimulation économique;

2° quatre administrateurs nommés sur proposition conjointe du Gouvernement et des organisations représentatives des employeurs, telles que visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui concerne le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne;

3° un administrateur nommé sur proposition de la société coopérative à responsabilité limitée "Wallonie-Développement";

4° un administrateur nommé sur proposition du groupement d'intérêt économique des Centres d'entreprise et d'innovation.

§ 2. Tout actionnaire détenant au moins 5 % du capital social de l'A.S.E. peut proposer un administrateur complémentaire.

**Art. 4.** Le président du conseil d'administration est désigné, sur avis conforme du Gouvernement, parmi les membres visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1°.

Le vice-président du conseil d'administration est désigné, sur avis conforme du Gouvernement, parmi les membres visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2°.

**Art. 5.** La durée du mandat d'administrateur est de cinq ans.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, son remplaçant poursuit le mandat de son prédécesseur jusqu'au terme de celui-ci.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. La gestion journalière de l'A.S.E., ainsi que la représentation de celle-ci dans le cadre de cette gestion, sont assurées par un directeur.

En cas d'absence temporaire, le directeur est remplacé par un adjoint qu'il désigne.

§ 2. La fonction de directeur est incompatible avec celle d'administrateur de l'A.S.E.

**Art. 7.** Le directeur de l'A.S.E. et le directeur de l'Agence de stimulation technologique siègent avec voix consultative au sein du conseil d'administration.

Le directeur de l'A.S.E. assure le secrétariat du conseil d'administration.

**Art. 8.** Les statuts doivent prévoir et organiser un comité d'orientation, composé des représentants des organisations syndicales représentées au bureau du Conseil économique et social de la Région wallonne, du président du conseil d'administration et du directeur.

**Art. 9.** Les ressources financières de l'A.S.E. proviennent :

1° de subventions à charge du budget de la Région wallonne;

2° de subventions de personnes morales de droit public;

3° des produits de ses activités et de son patrimoine;

4° de dons et legs.

**Art. 10.** L'A.S.E. est soumise au contrôle du Gouvernement par l'intermédiaire de deux commissaires du Gouvernement.

Le Gouvernement détermine l'indemnité qui leur est allouée. Celle-ci est à charge de l'A.S.E.

**Art. 11.** Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard du Code des sociétés et des statuts de l'A.S.E. est confié à un ou plusieurs commissaires membres de l'Institut des Réviseurs d'entreprises.

**Art. 12.** Le lien entre l'A.S.E. et les membres de son personnel est de nature contractuelle.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Une structure locale de coordination, regroupant les services de stimulation économique publics et privés existants, est agréée par le Gouvernement, après avis de l'A.S.E., dans chacune des zones géographiques définies au § 2 du présent article.

Le Gouvernement détermine les conditions et la procédure d'agrément des structures locales de coordination.

Les structures locales de coordination sont les interlocuteurs et les relais locaux privilégiés du Gouvernement et de l'A.S.E. dans la mise en œuvre et le développement de la politique de stimulation économique de la Région. Elles exécutent les missions d'information, d'animation et d'accompagnement de proximité auprès des entreprises de leur ressort. Dans ce cadre, elles mettent en œuvre les actions entrant dans le champ d'application de la définition de la stimulation économique, telle que visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>.

Pour bénéficier du financement public dans l'exécution de ces missions, les structures locales de coordination transmettent à l'A.S.E. un programme pluriannuel de stimulation économique des entreprises de leur ressort, détaillant les besoins détectés, ainsi que les réponses apportées, en termes d'actions, d'opérateurs et de budgets.

Le Gouvernement approuve, après avis de l'A.S.E., les programmes pluriannuels de stimulation économique.

§ 2. Une structure locale de coordination est agréée dans chacune des provinces du Brabant wallon, de Liège, de Namur et de Luxembourg.

Deux structures locales de coordination sont agréées dans la province de Hainaut. Le Gouvernement en arrête le périmètre respectif.

## CHAPITRE II. — *De l'Agence de stimulation technologique*

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé sous la dénomination "Agence de stimulation technologique", en abrégé : "A.S.T.", une société de droit public.

§ 2. Sans perdre son caractère civil, l'A.S.T. est constituée sous forme d'une société anonyme. Elle est soumise aux législations et réglementations qui sont applicables aux sociétés anonymes pour tout ce qui n'est pas expressément prévu autrement par ou en vertu du présent décret.

La loi du 8 août 1997 sur les faillites, la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire et les articles 633, 634 et 645 du Code des sociétés ne sont pas applicables à l'A.S.T.

§ 3. L'A.S.T. a un capital social minimal de cinq cent mille euros. Il est entièrement libéré.

§ 4. Le capital social de l'A.S.T. est détenu majoritairement par la Région.

Sans préjudice des dispositions statutaires ou d'une décision contraire de l'A.S.T., toute personne morale est admise à prendre des participations en capital dans l'A.S.T. La prise de participation est soumise à l'autorisation du Gouvernement.

§ 5. Le siège social de l'A.S.T. est fixé à Liège.

§ 6. Les statuts de l'A.S.T. et leurs modifications sont soumis à l'approbation du Gouvernement.

**Art. 15.** Dans le cadre de l'exercice de la politique de stimulation technologique définie par le Gouvernement, l'A.S.T. accomplit les missions suivantes :

- 1° la structuration du paysage wallon de l'intermédiation;
- 2° la proposition du programme de stimulation technologique pour la Région wallonne;
- 3° la coordination et la mise en œuvre du programme de stimulation technologique pour la Région wallonne adopté par le Gouvernement;
- 4° l'intermédiation technologique en matière de création d'activités, notamment par la collaboration avec l'Agence de stimulation économique;
- 5° l'organisation en réseau des trois grandes familles d'opérateurs, à savoir les valorisateurs universitaires, les guides technologiques dans les centres de recherche et les conseillers technologiques;
- 6° la rédaction de conventions pour les familles d'opérateurs, et, le cas échéant, leur conclusion;
- 7° le suivi et l'évaluation des conventions visées au 6°;
- 8° la mise en place des outils utiles au fonctionnement interne du réseau;
- 9° l'orientation et le suivi des demandes externes vers les opérateurs;
- 10° l'organisation et la diffusion d'une information sur le dispositif d'intermédiation en Région wallonne;
- 11° la définition des critères d'agrément des opérateurs dans le cadre de l'intermédiation, et leur agrément;
- 12° la mise à niveau et l'encadrement des opérateurs visés au 5°;
- 13° la définition des profils des opérateurs visés au 5°;
- 14° toute autre mission en lien avec la stimulation technologique confiée par le Gouvernement et ayant pour objectif le développement technologique de la Région wallonne;
- 15° des avis et des recommandations à l'attention du Gouvernement en matière d'innovation technologique.

L'A.S.T. pourra accomplir tout acte en rapport avec ses missions.

L'A.S.T. développe toute forme de collaboration avec des partenaires publics ou privés en rapport avec ses missions.

Un protocole réglera la collaboration à intervenir entre l'A.S.T. et les services du Gouvernement en charge des technologies et de la recherche.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. L'A.S.T. est administrée par un conseil d'administration composé de membres nommés par le Gouvernement et répartis comme suit :

1° six administrateurs publics nommés directement par le Gouvernement en raison de leurs compétences dans le domaine de la stimulation technologique;

2° trois personnes représentatives de secteurs industriels distincts, nommées sur proposition conjointe du Gouvernement et des organisations représentatives des employeurs, telles que visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui concerne le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne;

3° une personne représentative des centres collectifs de recherche agréés en application de l'article 4 *bis* du décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies;

4° une personne représentative du réseau "Liaison Entreprises Universités";

5° une personne représentative du secteur du conseil technologique.

§ 2. Tout actionnaire détenant au moins 5 % du capital peut proposer un administrateur complémentaire.

§ 3. Le président du conseil d'administration est désigné, sur avis conforme du Gouvernement, parmi les membres visés au § 1<sup>er</sup>, 1°.

Le vice-président du conseil d'administration est désigné, sur avis conforme du Gouvernement, parmi les membres visés au § 1<sup>er</sup>, 2°.

**Art. 17.** La durée du mandat d'administrateur est de cinq ans.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, son remplaçant poursuit le mandat de son prédécesseur jusqu'au terme de celui-ci.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. La gestion journalière de l'A.S.T., ainsi que la représentation de celle-ci dans le cadre de cette gestion, sont assurées par un directeur.

En cas d'absence temporaire, le directeur est remplacé par un adjoint qu'il désigne.

§ 2. La fonction de directeur est incompatible avec celle d'administrateur de l'A.S.T.

**Art. 19.** Assistent avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration de l'A.S.T. :

1° le directeur de l'A.S.T.;

2° deux membres du personnel des services du Gouvernement en charge de la recherche et de l'économie, désignés par le Gouvernement;

3° le directeur de l'A.S.E.

Le directeur de l'A.S.T. assure le secrétariat du conseil d'administration.

**Art. 20.** Le conseil d'administration constitue un comité de pilotage et en désigne les membres. Il peut notamment solliciter celui-ci afin d'obtenir des avis sur les décisions scientifiques et techniques à prendre.

**Art. 21.** Les statuts doivent prévoir et organiser un comité d'orientation, composé des représentants des organisations syndicales représentées au bureau du Conseil économique et social de la Région wallonne, du président du conseil d'administration et du directeur.

**Art. 22.** Les ressources financières de l'A.S.T. proviennent :

- 1° de subventions à charge du budget de la Région wallonne;
- 2° de subventions de personnes morales de droit public;
- 3° des produits de ses activités et de son patrimoine;
- 4° de dons et legs.

**Art. 23.** L'A.S.T. est soumise au contrôle du Gouvernement, par l'intermédiaire de deux commissaires du Gouvernement.

Le Gouvernement détermine l'indemnité qui leur est allouée. Celle-ci est à charge de l'A.S.T.

**Art. 24.** Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard du Code des sociétés et des statuts de l'A.S.T. est confié à un ou plusieurs commissaires-réviseurs, membres de l'Institut des Réviseurs d'entreprises.

**Art. 25.** Le lien entre l'A.S.T. et les membres de son personnel est de nature contractuelle.

#### CHAPITRE III. — *Dispositions communes aux chapitres I<sup>er</sup> et II*

**Art. 26.** L'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public est complété comme suit :

- « 34° l'Agence de stimulation économique;  
35° l'Agence de stimulation technologique. »

**Art. 27.** L'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement est complété comme suit :

- « 33° l'Agence de stimulation économique;  
34° l'Agence de stimulation technologique. »

**Art. 28.** L'Agence de stimulation économique et l'Agence de stimulation technologique exerceront leurs missions selon les règles, priorités, orientations et modalités d'évaluation définies dans un contrat de gestion passé entre elles et le Gouvernement.

Les modalités de conclusion de ces contrats de gestion respectifs et les règles essentielles qui les concernent sont déterminées par le Gouvernement.

**Art. 29.** A l'article 1<sup>er</sup>, § 2, du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons, modifié par les décrets du 18 décembre 2003 et du 1<sup>er</sup> avril 2004, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« Pour ce qui concerne l'Agence de stimulation économique et l'Agence de stimulation technologique, le présent article est applicable pour ce qui concerne les moyens financiers issus de subventions à charge du budget de la Région wallonne. »

**Art. 30.** Les conseils d'administration de l'Agence de stimulation économique et de l'Agence de stimulation technologique établissent, chacun pour ce qui le concerne, chaque année, dans le courant du premier semestre, un rapport des activités de l'année précédente.

Ils soumettent ce rapport au Conseil économique et social de la Région wallonne, qui peut faire part de ses observations dans les trente jours. Le rapport, accompagné le cas échéant des observations de ce conseil, est transmis au Gouvernement. Le Gouvernement transmet ce rapport au Conseil régional wallon dans le mois de sa réception.

#### CHAPITRE IV. — *De l'exonération du précompte immobilier sur le matériel et l'outillage*

**Art. 31.** A l'article 253 du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 6 juillet 1992, remplacé par la loi du 6 juillet 1994 et modifié par la loi du 22 décembre 1998, ainsi que par les décrets du 6 décembre 2001, du 22 octobre 2003, du 18 décembre 2003 et du 3 février 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1. l'alinéa 1<sup>er</sup> du 3<sup>o</sup>bis est remplacé par le texte suivant :

« 3<sup>o</sup>bis. sans préjudice des dispositions du 3<sup>o</sup>ter, des nouveaux investissements en matériel et outillage visés à l'article 471, § 3, acquis ou constitués à l'état neuf sur le territoire de la Région wallonne, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005, et selon la distinction suivante : »;

2. il est inséré un 3<sup>o</sup>ter rédigé comme suit :

« 3<sup>o</sup>ter. des nouveaux investissements en matériel et outillage visés à l'article 471, § 3, acquis ou constitués à l'état neuf sur le territoire de la Région wallonne, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006; »;

3. au 4<sup>o</sup>, entre les mots "du 3<sup>o</sup>bis" et les mots ", n'atteint pas", sont insérés les mots "et du 3<sup>o</sup>ter,".

#### CHAPITRE V. — *De la suppression des taxes provinciales sur la superficie, sur la force motrice et industrielle compensatoire*

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Au sens du présent chapitre :

1° est considérée comme une taxe provinciale sur la superficie une taxe établie par une province à charge des personnes physiques ou des personnes morales exploitant une entreprise industrielle, commerciale, artisanale, financière, agricole ou forestière, ou exerçant une profession libérale, une charge ou un office, ou encore toute autre activité professionnelle indépendante, et dont le montant est calculé en fonction de la totalité de la superficie bâtie et/ou non bâtie du bien sur lequel est située une implantation de cette personne sur le territoire de la province;

2° est considérée comme une taxe provinciale sur la force motrice une taxe établie par une province sur les moteurs, quel que soit le fluide ou la source d'énergie qui les actionne, à charge de toute personne physique ou morale exerçant une activité industrielle, commerciale, artisanale, financière, agricole ou forestière, une profession libérale ou une charge ou office, et dont le montant est calculé en fonction de la puissance de ces moteurs;

3° est considérée comme une taxe provinciale industrielle compensatoire une taxe établie par une province sur la valeur vénale au 1<sup>er</sup> janvier 1975 des immeubles bâtis et non bâtis dans lesquels se déroule une activité industrielle, commerciale, financière, agricole, artisanale ou autre, et sur la valeur d'usage au 1<sup>er</sup> janvier 1975 du matériel et de

l'outillage, à charge du redevable du précompte immobilier, et ce, en vue de compenser pour ces biens, la moins-value du précompte immobilier résultant de la non-application à ces biens de la péréquation cadastrale au 1<sup>er</sup> janvier 1975 adoptée pour la valeur des biens ordinaires.

§ 2. La taxe provinciale sur la superficie est supprimée à partir de l'exercice 2006.

§ 3. La taxe provinciale sur la force motrice et la taxe industrielle compensatoire sont supprimées, à partir de 2006, de manière dégressive de 25 % par an.

§ 4. La taxe provinciale sur la force motrice est supprimée, sur tout nouvel investissement acquis ou constitué à l'état neuf, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006.

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. L'impact de la suppression de la taxe de la province de Hainaut sur la superficie, prévue à l'article 32, § 2, est compensé par la Région, de 2006 à 2009, via le fonds d'impulsion (zones en reconversion) suivant les modalités suivantes : 100 % en 2006, 90 % en 2007, 85 % en 2008 et 75 % en 2009.

§ 2. L'impact de la suppression de la taxe provinciale sur la force motrice, prévue à l'article 32, § 4, est compensé par la Région.

Les pertes de la province de Hainaut sont compensées à 80 %; les autres provinces concernées (Liège, Luxembourg et Namur) bénéficient d'un taux de 85 %.

**Art. 34.** L'article L2233-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est remplacé par la disposition suivante :

« Art. L2233-3. Le montant du fonds des provinces est réparti de manière telle que la quote-part relative de chaque province dans le fonds des provinces est fixée à :

1° 8,37 % pour le Brabant wallon;

2° 43,87 % pour le Hainaut;

3° 24,18 % pour Liège;

4° 8,6 % pour le Luxembourg;

5° 14,98 % pour Namur.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ces quotes-parts sont fixées transitoirement comme suit :

en 2006 :

1° 9,53 % pour le Brabant wallon;

2° 40,49 % pour le Hainaut;

3° 25,04 % pour Liège;

4° 9,26 % pour le Luxembourg;

5° 15,68 % pour Namur;

en 2007 :

1° 9,14 % pour le Brabant wallon;

2° 41,63 % pour le Hainaut;

3° 24,75 % pour Liège;

4° 9,03 % pour le Luxembourg;

5° 15,45 % pour Namur;

en 2008 :

1° 8,74 % pour le Brabant wallon;

2° 42,77 % pour le Hainaut;

3° 24,47 % pour Liège;

4° 8,81 % pour le Luxembourg;

5° 15,21 % pour Namur. »

**Art. 35.** L'article L2233-4, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est remplacé par la disposition suivante :

« Art. L2233-4. En 2006, 16,41 % de la quote-part visée à l'article L2233-3 sont consacrés au financement d'un partenariat avec la Région. A partir de 2007, le Gouvernement fixera les montants à consacrer aux partenariats.

Le partenariat fait l'objet d'un contrat entre la Région et la province, dans lequel celle-ci s'engage à développer les actions dans des matières régionales, dans le cadre convenu par les deux partenaires. La province s'engage à utiliser cette quote-part de manière coordonnée et non concurrente aux actions régionales.

Le contrat de partenariat a une durée de trois ans, débutant le 1<sup>er</sup> janvier de la première ou de la quatrième année qui suit l'élection du conseil provincial.

Le contrat précise :

1. les objectifs assignés aux parties, en ce compris les objectifs intermédiaires liés aux évaluations visées aux articles L2233-6 à L2233-8;

2. les délais de réalisation de ces objectifs;

3. les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre;

4. les critères d'évaluation de l'exécution du contrat. »

CHAPITRE VI. — *De la suppression de la taxe communale sur la force motrice*

**Art. 36.** § 1<sup>er</sup>. Au sens du présent chapitre, est considérée comme une taxe communale sur la force motrice, une taxe établie par une commune sur les moteurs, quel que soit le fluide ou la source d'énergie qui les actionne, à charge de toute personne physique ou morale exerçant une activité industrielle, commerciale, artisanale, financière, agricole ou forestière, une profession libérale ou une charge ou office, et dont le montant est calculé en fonction de la puissance de ces moteurs.

§ 2. La taxe communale sur la force motrice est supprimée dès le 1<sup>er</sup> janvier 2006 sur tout nouvel investissement acquis ou constitué à l'état neuf, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006.

**Art. 37.** L'impact de la suppression de la taxe communale sur la force motrice, prévue à l'article 36, § 2, est entièrement compensé par la Région.

CHAPITRE VII. — *Des zones franches urbaines et des zones franches rurales*

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement délimite :

1<sup>o</sup> des zones franches urbaines, également appelées "territoires éligibles au Fonds d'impulsion en faveur des zones en reconversion ou particulièrement défavorisées";

2<sup>o</sup> des zones franches rurales, également appelées "territoires éligibles au Fonds d'impulsion du développement économique rural".

§ 2. Les zones franches visées au § 1<sup>er</sup> sont des zones qui bénéficient, en vertu du présent décret ou de toute autre disposition légale ou réglementaire, d'un régime de discrimination positive en vue d'assurer leur redéploiement.

§ 3. Les zones franches urbaines visées au § 1<sup>er</sup> peuvent concerner des territoires communaux de trois types :

a. des territoires communaux que le Gouvernement considère comme étant en difficultés structurelles sur le plan économique et situés dans des arrondissements administratifs que le Gouvernement détermine;

b. des territoires communaux que le Gouvernement considère comme victimes d'un choc économique pouvant entraîner d'importantes conséquences sur l'économie locale;

c. des zones d'activités économiques attenantes à un aéroport régional.

§ 4. Les zones franches rurales visées au § 1<sup>er</sup> sont des territoires communaux déterminés par le Gouvernement et que le Gouvernement considère comme rencontrant des problèmes d'isolement et de difficultés socio-économiques, et qui présentent, sur la base de données de l'Institut national de statistique, une densité de population strictement inférieure à cent cinquante habitants par kilomètre carré.

§ 5. Le Gouvernement met en œuvre des instruments d'évaluation afin d'évaluer l'efficacité des mesures de discrimination positive visées au § 2 et d'y mettre fin lorsque l'inégalité socio-économique combattue a disparu.

CHAPITRE VIII. — *Du financement d'infrastructures d'accueil des activités économiques et d'autres projets de développement économique dans les zones franches urbaines et rurales**Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions communes au Fonds d'impulsion en faveur des zones en reconversion ou particulièrement défavorisées et au Fonds d'impulsion du développement économique rural*

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. Les dispositions de la présente section s'appliquent au financement de projets situés sur les territoires éligibles au Fonds d'impulsion en faveur des zones en reconversion ou particulièrement défavorisées et sur les territoires éligibles au Fonds d'impulsion du développement économique rural.

§ 2. A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques sont apportées les modifications suivantes.

1<sup>o</sup> au 5<sup>o</sup>, les mots "reconnu par le Gouvernement" sont remplacés par les mots "de reconnaissance fixé par le Gouvernement; le périmètre comprend la voirie, les terrains destinés à être incorporés à la voirie ainsi que les biens immobiliers destinés à accueillir des activités économiques, à favoriser leur implantation et leur accessibilité ou à permettre l'extension de l'implantation et de l'accessibilité des activités existantes,";

2<sup>o</sup> au 7<sup>o</sup>, les mots "situé ou non dans le périmètre de reconnaissance" sont insérés entre les mots "l'immeuble" et les mots "mis à disposition";

3<sup>o</sup> l'article 1<sup>er</sup> du même décret est complété comme suit :

« 10<sup>o</sup> "l'atelier de travail partagé" : le hall relais au sein duquel plusieurs entreprises ou leur personnel disposent d'outils de production et d'équipements communs auxiliaires, destinés à favoriser leur création, leur implantation et leur développement;

11<sup>o</sup> "le centre d'entreprises" : le bâtiment composé de bureaux ou d'ateliers qui sont mis temporairement à la disposition d'au moins six jeunes entreprises, dans lequel celles-ci disposent de services et d'équipements communs. »

§ 3. A l'article 16 du même décret, il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le Gouvernement détermine le périmètre de reconnaissance.

Les halls relais, les ateliers de travail partagé ou les centres d'entreprises peuvent être situés hors d'un périmètre de reconnaissance.

Le remboursement des subsides sera toujours exigé si la désaffectation d'un hall relais, d'un atelier de travail partagé ou d'un centre d'entreprises, situés hors d'un périmètre de reconnaissance, constitue une source de revenu pour le bénéficiaire du subside. Ce sera notamment le cas si la cession directe ou indirecte d'un droit de superficie ou d'emphytéose sur le bien se fait à titre onéreux ou, lorsque réalisée à titre gratuit, elle constitue une source de revenu pour le bénéficiaire du subside.

Ce remboursement sera total si les revenus sont supérieurs ou égaux aux subsides et à concurrence des montants des revenus s'ils lui sont inférieurs. »

§ 4. A l'article 18, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots ", d'atelier de travail partagé, de centre d'entreprises" sont insérés entre les mots "halls relais" et les mots "ou d'équipements communs auxiliaires".

§ 5. A l'article 18, § 2, du même décret, les mots ", d'atelier de travail partagé, de centre d'entreprises," sont insérés entre le mot "incubateurs" et les mots "centre de services".

**Art. 40.** Dans le respect des limites budgétaires du Fonds d'impulsion en faveur des zones en reconversion ou particulièrement défavorisées et du Fonds d'impulsion du développement économique rural, et dans le respect des dispositions européennes, le taux des subventions existantes visées par le décret du 11 mars 2004 portant sur les infrastructures d'accueil des activités économiques et de ses arrêtés d'exécution telles que définies à l'article 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup> à 11<sup>o</sup>, du même décret peut être majoré, dans les zones franches urbaines et dans les zones franches rurales, de 10 % du coût de l'investissement.

Le coût de l'investissement est celui figurant dans la demande de subvention initiale.

La majoration du montant des subventions est accordée sans tenir compte des éventuels plafonds inscrits dans la législation ou la réglementation en vertu desquelles la subvention initiale est accordée.

*Section 2. — Dispositions propres au Fonds d'impulsion du développement économique rural*

**Art. 41.** Pour la création et le développement d'activités économiques dans les zones franches rurales visées à l'article 38, le Gouvernement peut majorer les subventions existantes conformément aux dispositions de la présente section en utilisant les moyens budgétaires du Fonds d'impulsion du développement économique rural.

**Art. 42.** § 1<sup>er</sup>. Dans le respect des limites budgétaires du Fonds d'impulsion du développement économique rural et dans le respect des dispositions européennes, le montant des subventions existantes peut être majoré de 25 % du coût de l'investissement, sans toutefois que le taux ainsi majoré ne puisse excéder 90 % de ce coût.

Le coût de l'investissement est celui figurant dans la demande de subvention initiale.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le montant des subventions octroyées aux ateliers de travail partagé, tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, du décret du 11 mars 2004 portant sur les infrastructures d'accueil des activités économiques, pourra être majoré de 40 % du coût de l'investissement sans toutefois que le montant des subventions ainsi majoré puisse excéder 90 % de ce coût.

La majoration du montant des subventions est accordée sans tenir compte des éventuels plafonds inscrits dans la législation ou la réglementation en vertu desquelles la subvention initiale est accordée.

§ 2. Les investissements éligibles concernent les projets suivants :

1<sup>o</sup> les ateliers de travail partagé, tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, du décret du 11 mars 2004 portant sur les infrastructures d'accueil des activités économiques;

2<sup>o</sup> les investissements immobiliers relatifs aux sociétés coopératives d'utilisation de matériel agricole visées par l'article 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture;

3<sup>o</sup> les projets de diversification agroalimentaire favorisant la production, la transformation et la commercialisation, initiés par un exploitant agricole au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture, ainsi que ceux développés dans le cadre du décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural et du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises;

4<sup>o</sup> les incubateurs, les centres de services auxiliaires, les halls relais et les centres d'entreprises, tels que définis à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 11 mars 2004 portant sur les infrastructures d'accueil des activités économiques;

5<sup>o</sup> les projets de développement en énergies renouvelables, tels que visés dans le préambule de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé, dans le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie.

§ 3. Pour être éligibles à une majoration de la subvention, telle que prévue au § 1<sup>er</sup>, les investissements doivent pouvoir bénéficier d'une subvention en vertu des dispositions suivantes et de leurs arrêtés d'exécution :

1<sup>o</sup> le décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural;

2<sup>o</sup> le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

3<sup>o</sup> le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

4<sup>o</sup> le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie;

5<sup>o</sup> le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques;

6<sup>o</sup> le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises;

7<sup>o</sup> l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture, pour autant que celles-ci ne soient octroyées qu'à des projets répondant aux champs d'intervention du "Fider" décrits à l'article 42, § 2;

8<sup>o</sup> l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé.

§ 4. Le Gouvernement est habilité à établir la clé de répartition des moyens budgétaires repris au "Fider" en fonction du type d'opérateurs selon qu'ils sont publics ou privés, et du type de projets, tels que listés au § 2, et du type de législations, telles que listées au § 3.

§ 5. Les investissements relatifs au § 2, 1<sup>o</sup>, non éligibles dans le cadre des dispositions reprises au § 3, feront l'objet d'un subventionnement à hauteur de maximum 90 %, plafonné, par bénéficiaire, à 100.000 euros sur une période de trois ans, selon une procédure d'appel à projets dont le Gouvernement fixe les conditions et modalités d'octroi.

*CHAPITRE IX. — De la suppression des droits de navigation*

**Art. 43.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'arrêté royal du 15 octobre 1935 instaurant le Règlement général des voies navigables du Royaume, modifié par l'arrêté royal du 5 mai 1975, modifié par l'arrêté royal du 28 avril 1981, l'article 79 est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Les droits visés par la présente disposition sont toutefois ramenés à 0 euro par tonne kilométrique sur toutes les voies navigables gérées par la Région wallonne. »

§ 2. Dans le même arrêté royal, l'article 80 est complété par un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Les droits visés par la présente disposition sont toutefois ramenés à 0 euro par bateau sur toutes les voies navigables gérées par la Région wallonne. »

§ 3. Dans le même arrêté royal, l'article 83 est complété par un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. Les droits visés par la présente disposition sont toutefois ramenés à :

- 0 euro par cheval-vapeur kilométrique, pour l'application du § 1<sup>er</sup>;

- 0 euro par remorqueur ou pousseur, pour l'application du § 2 sur toutes les voies navigables gérées par la Région wallonne. »

§ 4. Dans le même arrêté royal, l'article 84 est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Les droits visés par la présente disposition sont toutefois ramenés à :

- 0 % de la recette brute, pour l'application du § 1<sup>er</sup>;

- 0 euro par personne, pour l'application du § 3 sur toutes les voies navigables gérées par la Région wallonne. »

§ 5. Dans le même arrêté royal, l'article 87 est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. La présente disposition n'est plus applicable aux voies navigables situées en Région wallonne. »

§ 6. Dans le même arrêté royal, à la fin de l'intitulé du titre II - Inscription, jaugeage et déchirage des bateaux - droits de navigation, sont ajoutés les mots " - permis de circulation".

Dans ce titre II, un chapitre III intitulé "Emission du permis de circulation" est inséré, comprenant l'article suivant :

« Art. 88bis. § 1<sup>er</sup>. Tout patron est tenu de communiquer les renseignements nécessaires à l'émission du permis de circulation au gestionnaire qui en établit la liste.

§ 2. L'émission peut se faire soit préalablement au voyage, soit en cours de route.

Dans le premier cas, elle se fait soit par le bureau le plus proche du point de départ du bateau, soit grâce à un système équivalent. Dans le deuxième cas, elle se fait au premier bureau rencontré en cours de route.

La liste des bureaux d'émission du permis de circulation et le(s) système(s) équivalent(s) sont établis par le gestionnaire.

§ 3. Le permis est réputé détenu par le patron dès que celui-ci a obtenu le numéro officiel de voyage établi par le bureau.

§ 4. Tout patron est tenu de communiquer au gestionnaire, par les moyens établis par celui-ci, toute modification des données reprises sur la liste mentionnée au § 1<sup>er</sup>.

§ 5. Le connaissement et le certificat de jaugeage doivent être présentés et le numéro de voyage officiel communiqué à toute réquisition du personnel de surveillance désigné par le gestionnaire. »

§ 7. A l'article 2 du décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures, modifié par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 4 février 1999 et par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 27 novembre 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, sont supprimés les mots suivants :

« - le Canal du Centre;

- la quatrième écluse de Lanaye; » :

2° au § 2, les mots "et fluvial" sont supprimés;

3° il est inséré un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. La société a également pour mission de gérer, à titre onéreux, le fonctionnement des infrastructures fluviales d'intérêt régional dont elle assure le financement, la réalisation, l'entretien et l'exploitation.

Par gestion du fonctionnement, on entend l'exécution des services matériels consistant en la gestion du fonctionnement des infrastructures, en ce compris la fourniture des services nécessaires à ce fonctionnement et à l'utilisation de ces infrastructures en vue de permettre la fourniture par la Région wallonne du service public lié aux voies navigables et l'usage optimal de ces voies navigables en Région wallonne, et la responsabilité de ce fonctionnement, ainsi que l'octroi du droit d'utiliser ces infrastructures.

Par infrastructure fluviale d'intérêt régional, on entend :

- le Canal du Centre;

- la quatrième écluse de Lanaye.

Le Gouvernement peut compléter la liste visée à l'alinéa 3 pour y ajouter des infrastructures fluviales s'inscrivant dans un réseau transeuropéen de communication.

Parmi ces infrastructures, le Gouvernement détermine celles qui sont mises en œuvre par la société.

La programmation financière des travaux est arrêtée par le conseil d'administration de la société et soumise à l'approbation du Gouvernement. »

§ 8. A l'article 8bis du même décret, inséré par l'article 6 du décret du 4 février 1999 et modifié par l'article 7 du décret du 27 novembre 2003, le § 4, alinéa 2, est abrogé.

§ 9. A l'article 11 du même décret, remplacé par l'article 7 du décret du 4 février 1999 et modifié par l'article 10 du décret du 27 novembre 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, 1°, les mots "et au § 3" sont ajoutés après les mots "ainsi que celles visées au § 2";

2° il est inséré un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. La société perçoit des recettes en contrepartie de ses services de gestion du fonctionnement des infrastructures fluviales d'intérêt régional dont elle assure le financement, la réalisation, l'entretien et l'exploitation.

Lorsque les droits précités sont perçus à charge de la Région, une convention est conclue entre le Gouvernement et la société. Cette convention fixe le montant des recettes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe en fonction de tout critère de nature économique établi selon la nature des infrastructures confiées à la société, notamment la densité du trafic et le degré d'utilisation de ces infrastructures, la charge que représente le moyen de transport utilisant effectivement ces infrastructures et le temps total de leur fonctionnement. »

§ 10. L'article 8 du décret du 4 février 1999 modifiant le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures est supprimé.



CHAPITRE X. — *Des modifications au Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, au décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et au décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter*

Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

**Art. 44.** L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 25 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine est remplacé par l'alinéa qui suit :

« Le plan de secteur comporte des zones destinées à l'urbanisation et des zones non destinées à l'urbanisation. »

**Art. 45.** L'article 34bis du même Code est abrogé.

**Art. 46.** Dans l'article 49, alinéa 2, du même Code, les mots "ou de la mise en œuvre d'une zone de réhabilitation en vue de l'affecter en zone d'activité économique mixte ou industrielle" sont supprimés.

**Art. 47.** Les articles 167 à 169 du même Code sont remplacés par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Des sites à réaménager*

Art. 167. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> "site" : un bien immobilier ou un ensemble de biens immobiliers qui a été ou qui était destiné à accueillir une activité autre que le logement et dont le maintien dans son état actuel est contraire au bon aménagement des lieux ou constitue une déstructuration du tissu urbanisé; n'est pas considérée comme étant exercée l'activité de toute personne physique ou de toute personne morale qui n'est pas en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité; le site est délimité par le périmètre comprenant l'ensemble des biens immobiliers visés ci-dessus; le périmètre peut également s'étendre :

a. à un ou des biens immobiliers ou parties de biens immobiliers encore affectés à une activité, à la condition que le réaménagement du site permette la poursuite de cette activité;

b. à un ou des biens immobiliers ou parties de biens immobiliers, sièges d'une activité mais occupés à titre précaire;

c. à un ou des biens immobiliers ou parties de biens immobiliers affectés ou destinés au logement;

2<sup>o</sup> "réaménager un site" : mettre en œuvre des actes et travaux de réhabilitation, d'assainissement au sens de l'article 2, 10<sup>o</sup>, sub article 26 du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter ou de rénovation du site visé au point 1<sup>o</sup>, de construction ou de reconstruction sur le site en ce compris les études y relatives; le Gouvernement peut arrêter la liste des actes et travaux.

Art. 168. Le périmètre visé à l'article 167 est accompagné d'un rapport sur les incidences environnementales qui comprend :

1<sup>o</sup> la justification du réaménagement du site au regard de l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>;

2<sup>o</sup> les caractéristiques humaines et environnementales du site, ses potentialités ainsi que l'évolution probable de la situation environnementale si le site n'est pas réaménagé;

3<sup>o</sup> les mesures à mettre en œuvre dans le cadre du réaménagement du site pour éviter ou réduire les effets négatifs qui caractérisent le site;

4<sup>o</sup> les objectifs pertinents de la protection de l'environnement et la manière de les prendre en considération dans le cadre du réaménagement du site;

5<sup>o</sup> la présentation des alternatives possibles de réaménagement du site et de leur justification en fonction des points 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>;

6<sup>o</sup> une description de la méthode d'évaluation retenue et des difficultés rencontrées;

7<sup>o</sup> les mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du réaménagement du site;

8<sup>o</sup> un résumé non technique des informations visées ci-dessus.

Lorsque le réaménagement du site n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement ou qu'il se rapporte à une petite zone au niveau local, le Gouvernement, après la consultation visée à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, de la commission communale ou, à défaut, de la commission régionale et du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, décide que le réaménagement du site ne doit pas faire l'objet d'un rapport sur les incidences environnementales.

Art. 169. § 1<sup>er</sup>. Soit d'initiative, soit sur la proposition d'une commune, d'une intercommunale ayant dans son objet social l'aménagement du territoire ou le logement, d'une association de communes, d'un centre public d'action sociale, d'une régie communale, de la Société wallonne du Logement et des sociétés immobilières de service public qu'elle agréée, de la Société publique d'aide à la qualité de l'environnement visée à l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, d'un ou plusieurs propriétaires ou titulaires d'un droit réel, le Gouvernement peut arrêter qu'un site, dont il fixe le périmètre, doit être réaménagé.

§ 2. Le Gouvernement notifie par envoi l'arrêté visé au § 1<sup>er</sup> et le soumet pour avis, accompagné, le cas échéant, du rapport sur les incidences environnementales :

1<sup>o</sup> au collège des bourgmestre et échevins de la ou des communes du lieu où le bien immobilier est situé;

2<sup>o</sup> d'après les indications cadastrales, aux propriétaires concernés;

3<sup>o</sup> à la commission visée à l'article 5;

4<sup>o</sup> si elle existe, à la commission visée à l'article 7;

5<sup>o</sup> lorsque le périmètre est accompagné d'un rapport sur les incidences environnementales, au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable;

6<sup>o</sup> à toute personne, instance ou service qu'il juge utile de consulter.

§ 3. Dans les quinze jours de la notification visée au § 2, le ou les propriétaires ont l'obligation d'informer de la notification tout titulaire d'un droit réel, tout locataire ou tout occupant du bien immobilier concerné ainsi que toute personne qu'ils auraient chargée d'exécuter des travaux sur le bien visé ou qu'ils auraient autorisée à en exécuter. La notification envoyée à tout propriétaire mentionne cette obligation.

Les destinataires de la notification visée au § 2 adressent leurs avis, par écrit, au Gouvernement dans les trente jours de la notification. A défaut, l'avis est réputé favorable.

Dans les cinq jours de la réception de la notification visée au § 2, le collège des bourgmestre et échevins procède, conformément à l'article 4, à une enquête publique dont la durée est de quinze jours.

§ 4. Dans les soixante jours de la notification visée au § 2, le Gouvernement arrête définitivement le périmètre du site à réaménager.

L'arrêté est publié par mention au *Moniteur belge* et au *Journal officiel des Communautés européennes*. Il est notifié par envoi aux destinataires visés au § 2 et est transcrit au bureau de conservation des hypothèques. Cet arrêté se substitue à l'arrêté visé au § 1<sup>er</sup>.

§ 5. Dans les quinze jours de la réception de la notification visée au § 4, le ou les propriétaires en donnent connaissance à tout titulaire d'un droit réel, à tout locataire ou à tout occupant du bien immobilier concerné, sous peine d'être tenus pour responsables solidairement de la remise en état des lieux ordonnée par le tribunal en application de l'article 155.

La notification envoyée à tout propriétaire fait mention de cette obligation.

§ 6. Le Gouvernement peut modifier le périmètre visé à l'article 167. Les dispositions réglant l'établissement du périmètre visé à l'article 167 sont applicables à sa révision.

§ 7. Au terme du réaménagement du site, le Gouvernement abroge par arrêté le périmètre visé à l'article 167. L'arrêté est publié par mention au *Moniteur belge*. Il est notifié par envoi aux destinataires visés au § 2 et est transcrit au bureau de conservation des hypothèques. Cet arrêté se substitue à l'arrêté visé au § 4.

§ 8. Le Gouvernement peut arrêter des dispositions d'exécution du présent article. »

**Art. 48.** Dans l'article 171 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "à l'article 169, § 1<sup>er</sup>, jusqu'à la fin des travaux constatée conformément aux modalités déterminées par le Gouvernement" sont remplacés par les mots "à l'article 169, § 2, jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté visé à l'article 169, § 7";

2° au même alinéa, les mots "à rénover" sont remplacés par les mots "à réaménager";

3° au § 3, les mots "de 500 à 5 000 francs" sont remplacés par les mots "de 12,5 à 125 euros";

4° le § 4 est supprimé.

**Art. 49.** Dans l'article 175 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "compris dans une zone d'aménagement différé" sont remplacés par les mots "compris dans une zone d'aménagement communal concerté, une zone de service public et d'équipement communautaire".

2° dans le même alinéa, les mots "site d'activité économique désaffecté" sont remplacés par les mots "site à réaménager".

**Art. 50.** L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 181 du même Code est remplacé par les alinéas qui suivent :

« Le Gouvernement peut décréter d'utilité publique l'expropriation de biens immobiliers compris :

1° dans le périmètre d'un site à réaménager visé à l'article 167;

2° dans une zone d'initiative privilégiée;

3° dans un périmètre de revitalisation urbaine;

4° dans un périmètre de rénovation urbaine.

Peuvent agir comme pouvoir expropriant la Région, les communes, les régies communales autonomes, les intercommunales ayant dans leur objet social l'aménagement du territoire ou le logement et les établissements publics et organismes habilités par la loi ou le décret à exproprier pour cause d'utilité publique. »

**Art. 51.** L'intitulé du chapitre III du titre II du Livre II du même Code est complété par les mots "d'intérêt régional et de la conservation de la beauté des paysages".

**Art. 52.** Dans l'article 182 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "d'activité économique désaffectés" sont supprimés;

2° au même alinéa, entre les mots "la réhabilitation est" et le mot "prioritaire", sont insérés les mots "d'intérêt régional et";

3° à l'alinéa 2 du même paragraphe, les mots "est désaffecté et" sont supprimés;

4° à l'alinéa 3 du même paragraphe, entre les mots "à sa charge" et les mots "son acquisition", sont insérés les mots "ou subventionnée";

5° au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "site d'activité économique désaffecté" sont remplacés par les mots "site à réaménager";

6° à l'alinéa 2 du même paragraphe, entre les mots "de la société" et les mots ", d'une intercommunale", sont insérés les mots "publique d'aide à la qualité de l'environnement visée à l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets";

7° au § 4, entre les mots "Les travaux" et les mots "visés au § 1<sup>er</sup>", sont insérés les mots "de réhabilitation".

**Art. 53.** Dans l'intitulé du chapitre IV du titre II du Livre II du même Code, les mots "sites d'activité économique à réhabiliter et des sites d'assainissement prioritaire des paysages" sont remplacés par les mots "sites à réaménager et des sites de réhabilitation paysagère et environnementale".

**Art. 54.** Dans l'article 183bis du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "d'assainissement des sites d'activité économique à réhabiliter" sont remplacés par les mots "des sites à réaménager";

2° à l'alinéa 2, 2°, du même paragraphe, les mots "d'activité économique désaffectés" sont remplacés par les mots "à réaménager";

3° au § 2, 1°, les mots "d'assainissement des sites d'activité économique à réhabiliter" sont remplacés par les mots "des sites à réaménager";

4° au point 2° du même paragraphe, les mots "d'assainissement et de rénovation des sites d'activité économique à réhabiliter" sont remplacés par les mots "des sites à réaménager";

5° au point 3° du même paragraphe, les mots "aux entreprises publiques en vue de l'assainissement et de la rénovation des sites d'activité économique à réhabiliter" sont remplacés par les mots "en faveur des sites à réaménager".

**Art. 55.** Dans l'article 184 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° au point 2°, les mots "visant soit l'assainissement et la rénovation de biens immobiliers repris dans le périmètre visé à l'article 168, § 4, l'embellissement extérieur des immeubles d'habitation" sont remplacés par les mots "qui se rapportent au réaménagement de sites visés aux articles 167 et 182 ou à l'embellissement extérieur des immeubles d'habitation";

2° il est inséré un point 3° rédigé comme suit :

« 3° d'un euro à une ou plusieurs personnes physiques ou morales de droit privé qui en conviennent et qui investissent trois euros dans des actes et travaux concernant un ou plusieurs biens immobiliers repris dans le périmètre de sites visés aux articles 167 et 182, dont au minimum deux euros consistent en l'aménagement ou la réalisation de logements, en ce compris les actes et travaux de réaménagement de ce ou de ces biens immobiliers. »

**Art. 56.** Tout site d'activité économique désaffecté reconnu à la date d'entrée en vigueur du présent décret a la qualité de site à réaménager au sens de l'article 169, § 4, sub article 47.

L'instruction de toute demande de reconnaissance du périmètre d'un site entamée avant l'entrée en vigueur du présent décret peut être poursuivie sur la base du présent décret.

Tout site de réhabilitation paysagère et environnementale figurant sur la liste visée à l'article 182 du Code et arrêtée par le Gouvernement avant l'entrée en vigueur du présent décret a la qualité de site de réhabilitation paysagère et environnementale au sens de l'article 182 du Code modifié par le présent décret.

*Section 2. — Dispositions modifiant le décret du 27 mai 2004  
instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés*

**Art. 57.** Dans l'article 9 du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, sont apportées les modifications qui suivent :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. L'exigibilité de la taxe de même que le cours de la prescription du recouvrement de cette taxe sont suspendus pour les sites à réaménager qui font l'objet de l'arrêté visé à l'article 169, § 4, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. Cette suspension prend cours à dater de l'année de cet arrêté. »;

2° le § 3 est abrogé;

3° le § 4 devient le § 3 et, dans ce paragraphe, les mots "la réhabilitation est accomplie" sont remplacés par les mots "le réaménagement du site est constaté par l'arrêté visé à l'article 169, § 7, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. »;

4° le § 5 est remplacé par la disposition qui suit :

« § 4. Lorsque le site fait l'objet de la procédure d'expropriation visée aux articles 181 ou 182 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, les taxes visées au § 2 deviennent exigibles et la prescription reprend son cours à la date de la suspension initiale visée au § 1<sup>er</sup>. »;

5° le § 6 devient le § 5 et, dans ce paragraphe, les mots "aux §§ 3 et 5" sont remplacés par les mots "au § 4. »

*Section 3. — Dispositions modifiant le décret du 1<sup>er</sup> avril 2004  
relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter*

**Art. 58.** Dans le décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter, sont apportées les modifications qui suivent :

1° les articles 7 à 10, l'article 11 en tant qu'il a remplacé l'article 169 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et y a inséré des articles 169 et 169/1 à 169/11, les articles 12 à 14, l'article 16 et l'article 17, remplacé par le décret-programme du 3 février 2005, sont abrogés;

2° l'article 20 est abrogé;

3° dans l'article 59<sup>ter</sup> sub article 21, au § 2, 2° et 3°, les mots "ou un plan d'assainissement au sens du CWATUP" sont supprimés;

4° l'article 25 est abrogé.

5° dans l'article 14, alinéa 2, sub article 26 :

a. au point 5°, les mots "les sites d'activités économiques à réhabiliter" sont remplacés par les mots "les sites à réaménager";

b. au point 9°, les mots "ou d'un plan d'assainissement au sens du CWATUP" sont supprimés;

6° dans l'article 31, les mots "169 et 168 sub article 11" sont supprimés.

*CHAPITRE XI. — Dispositions finales*

**Art. 59.** Pour la mise en œuvre des actions prioritaires pour l'avenir wallon adoptées par le Gouvernement wallon le 30 août 2005, la S.R.I.W. peut se voir déléguer des missions par décret ou par arrêté du Gouvernement wallon.

Les dispositions des articles 28 et 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et § 2, de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale d'investissement et aux sociétés régionales d'investissement s'appliquent aux missions ainsi déléguées.

**Art. 60.** Le présent décret produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2006, à l'exception de l'article 43 qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 février 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,

Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,

Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2005-2006.*

*Documents du Conseil* 296 (2005-2006), n<sup>os</sup> 1, 1bis à 19.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 22 février 2006.

Discussion. Vote.

—————  
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 932

[2006/200752]

**23. FEBRUAR 2006 — Programmdekret über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Die "Agence de stimulation économique" (Agentur für die Wirtschaftsbelebung) und die lokalen Koordinationsstrukturen*

**Artikel 1 - § 1** - Unter der Bezeichnung "Agence de stimulation économique", abgekürzt: "A.S.E." wird eine öffentlich-rechtliche Gesellschaft gegründet.

§ 2 - Ohne ihre bürgerrechtliche Eigenschaft zu verlieren hat die A.S.E. die Form einer Aktiengesellschaft. Sie ist den auf die Aktiengesellschaften anwendbaren Gesetzgebungen und Regelungen für alles unterworfen, was nicht durch oder aufgrund des vorliegenden Dekrets ausdrücklich anders vorgesehen ist.

Das Konkursgesetz vom 8. August 1997, das Gesetz vom 17. Juli 1997 über den gerichtlichen Vergleich und die Artikel 633, 634 und 645 des Gesetzbuches über die Gesellschaften finden keine Anwendung auf die A.S.E.

§ 3 - Die A.S.E. hat ein Mindestgesellschaftskapital von fünfhunderttausend Euro, das völlig eingezahlt ist.

§ 4 - Die Mehrheit im Gesellschaftskapital der A.S.E. wird von der Region gehalten.

Unbeschadet der satzungsmäßigen Bestimmungen oder einer anderslautenden Entscheidung der A.S.E. darf jede juristische Person sich am Kapital der A.S.E. beteiligen. Der Erwerb von Beteiligungen unterliegt der Genehmigung der Regierung.

§ 5 - Der Gesellschaftssitz der A.S.E. liegt in Lüttich.

§ 6 - Die Satzungen der A.S.E. und ihre Abänderungen unterliegen der Genehmigung der Regierung.

**Art. 2 - § 1** - Die A.S.E. ist mit der Entwicklung der Politik zur wirtschaftlichen Belebung der Wallonischen Region beauftragt.

Unter Politik zur wirtschaftlichen Belebung versteht man die Gesamtheit der öffentlichen Aktionen zur Aufwertung und Entwicklung des endogenen Potentials einer Gebietskörperschaft sowohl auf wirtschaftlicher als auch auf industrieller Ebene.

§ 2 - Im Rahmen der Durchführung der von der Regierung bestimmten Politik zur wirtschaftlichen Belebung erfüllt die A.S.E. folgende Aufgaben:

1<sup>o</sup> Entwurf, Vorschlag und Durchführung eines mehrjährigen Programms zur Belebung und Betreuung der Betriebe;

2<sup>o</sup> Koordination der mehrjährigen Programme zur Wirtschaftsbelebung, die in Anwendung von Artikel 13 von den lokalen Koordinationsstrukturen übermittelt werden;

3° Entwurf, Vorschlag und Durchführung eines mehrjährigen Programms zur Sensibilisierung für den Unternehmergeist und die Unternehmensgründung;

4° Vernetzung der Träger von Aktionen zur Belebung und Betreuung der von der Region bezuschussten Betriebe;

5° Durchführung von Maßnahmen zur Information, Unterstützung und Koordination bei der Schaffung von Aktivitäten und Differenzierung, insbesondere was die Vorstartbeihilfen und die Beraterbeihilfen angeht;

6° Bewertung der Aktionen zur Belebung und Betreuung der Betriebe im Rahmen der Politik zur Wirtschaftsbelebung, insbesondere durch Zufriedenheitsumfragen betreffend die Betriebe, die von den Beihilfen betroffen sind;

7° Abgabe eines Gutachtens an die Regierung bezüglich jedes Antrags zur Zulassung als lokale Koordinationsstruktur in Anwendung von Artikel 13;

8° Ausübung der Kontrolle über die Einhaltung der Bedingungen für die Zulassung der lokalen Koordinationsstrukturen;

9° Abgabe von Gutachten und Empfehlungen an die Regierung für alle Fragen in Zusammenhang mit der Wirtschaftsbelebung;

10° Übernahme aller sonstigen von der Regierung anvertrauten Aufgaben in Zusammenhang mit der Wirtschaftsbelebung und mit dem Ziel, die wirtschaftliche Entwicklung der Wallonischen Region zu fördern.

Die Regierung ist dazu ermächtigt, die Durchführungsbedingungen für die Gesamtheit oder einen Teil der in Absatz 1 des vorliegenden Paragraphen erwähnten Aufgaben näher zu bestimmen.

§ 3 - Ein Protokoll wird die künftige Zusammenarbeit zwischen der A.S.E. und den mit der Durchführung der Wirtschaftspolitik der Wallonischen Region beauftragten Dienststellen der Regierung regeln.

§ 4 - Die A.S.E. führt die Aufgaben aus, die ihr in Zusammenhang mit ihrem Gesellschaftszweck durch ein Dekret oder von der Regierung und auf die von letzter bestimmte Weise als Vertretungsaufträge anvertraut werden.

Die Verrichtungen der A.S.E. in Zusammenhang mit diesen Vertretungsaufträgen werden in ihren Büchern getrennt ausgewiesen.

**Art. 3 - § 1** - Der Verwaltungsrat der A.S.E. besteht aus von der Regierung ernannten Mitgliedern, die wie folgt aufgeteilt sind:

1° sechs Verwaltern, die direkt von der Regierung aufgrund ihrer Kompetenzen in den Bereichen Wirtschaft und wirtschaftliche Belebung ernannt werden;

2° vier Verwaltern, ernannt auf gemeinsamen Vorschlag der Regierung und der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen im Sinne von Artikel 2 § 1 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den regionalen Wirtschaftsrat für die Wallonie betrifft, des Gesetzes vom 15. Juli 1970 über die Gestaltung der Wirtschaftsplanung und -dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates für die Wallonische Region.

3° einem Verwalter, der auf Vorschlag der Genossenschaft mit beschränkter Haftung "Wallonie-Développement" ernannt wird;

4° einem Verwalter, der auf Vorschlag der wirtschaftlichen Interessenvereinigung "Centres d'entreprise et d'innovation" ernannt wird.

§ 2 - Jeder Aktionär, der über 5% mindestens des Gesellschaftskapitals der A.S.E. verfügt, ist dazu ermächtigt, einen zusätzlichen Verwalter vorzuschlagen.

**Art. 4** - Der Vorsitzende des Verwaltungsrats wird nach Zustimmung der Regierung unter den in Artikel 3 § 1 1° erwähnten Mitgliedern bezeichnet.

Der stellvertretende Vorsitzende des Verwaltungsrats wird nach Zustimmung der Regierung unter den in Artikel 3 § 1 2° erwähnten Mitgliedern bezeichnet.

**Art. 5** - Das Mandat der Mitglieder des Verwaltungsrats dauert fünf Jahre.

Falls ein Verwaltermandat frei wird, übt sein Nachfolger das Mandat seines Vorgängers bis zu dessen Ende aus.

**Art. 6 - § 1** - Die tägliche Führung der A.S.E. sowie deren Vertretung im Rahmen dieser Führung werden von einem Direktor gewährleistet.

Bei vorübergehender Abwesenheit des Direktors, wird letzterer durch einen von ihm bezeichneten stellvertretenden Direktor ersetzt.

§ 2 - Die Funktion des Direktors ist mit der Funktion eines Verwalters der A.S.E. unvereinbar.

**Art. 7** - Der Direktor der A.S.E. und der Direktor der "Agence de stimulation technologique" (Agentur für die technologische Belebung) nehmen an den Sitzungen des Verwaltungsrats mit beratender Stimme teil.

Der Direktor der A.S.E. gewährleistet das Sekretariat des Verwaltungsrats.

**Art. 8** - In den Satzungen muss ein Orientierungsausschuss vorgesehen und organisiert sein; dieser besteht aus den Vertretern der Gewerkschaftsorganisationen, die im Vorstand des Wirtschafts- und Sozialrats der wallonischen Region vertreten sind, dem Vorsitzenden des Verwaltungsrats und dem Direktor.

**Art. 9** - Die A.S.E. bezieht ihre Einnahmen aus:

1° Zuschüssen zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region;

2° Zuschüssen von juristischen Personen öffentlichen Rechts;

3° Erträgen aus ihren Aktivitäten und ihrem Vermögen;

4° Spenden und Vermächtnissen.

**Art. 10** - Die A.S.E. unterliegt der Kontrolle der Regierung, die durch zwei Regierungskommissare ausgeübt wird.

Die Regierung bestimmt die ihnen gewährte Vergütung. Diese geht zu Lasten der A.S.E.

**Art. 11** - Die Kontrolle der Finanzlage, des Jahresabschlusses und der Ordnungsgemäßheit hinsichtlich des Gesetzbuchs über die Gesellschaften und der Satzungen der A.S.E. wird einem oder mehreren Kommissaren anvertraut, die dem Institut der Betriebsrevisoren angehören.

**Art. 12** - Das Verhältnis zwischen der A.S.E. und ihren Personalmitgliedern ist vertraglicher Art.

**Art. 13** - § 1 - Eine lokale Koordinationsstruktur, in der die bestehenden öffentlichen und privaten Dienststellen zur wirtschaftlichen Belebung zusammengebracht werden, wird von der Regierung nach vorherigem Gutachten der A.S.E. in jedem der unter § 2 des vorliegenden Artikels festgelegten geographischen Gebiete zugelassen.

Die Regierung legt die Bedingungen und das Verfahren für die Zulassung der lokalen Koordinationsstrukturen fest.

Die lokalen Koordinationsstrukturen sind die Partner und bevorzugten lokalen Relaisstellen der Regierung und der A.S.E. bei der Durchführung und Entwicklung der Politik zur wirtschaftlichen Belebung der Region. Sie führen die Aufgaben der Information, Animation und Nachbarschaftsbetreuung bei den Betrieben, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen, aus. In diesem Rahmen führen sie die Maßnahmen aus, die in den Anwendungsbereich der Definition der Wirtschaftsbelebung im Sinne von Artikel 2 § 1 fallen.

Um eine Finanzierung aus öffentlicher Hand zur Durchführung dieser Aufgaben zu erhalten, übermitteln die lokalen Koordinationsstrukturen der A.S.E. ein mehrjähriges Programm zur wirtschaftlichen Belebung der Betriebe, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen, in dem die festgestellten Bedürfnisse sowie die gebrachten Lösungen in der Form von Aktionen, Trägern und Budgetangaben angeführt werden.

Nach vorherigem Gutachten der A.S.E. werden die mehrjährigen Programme zur Wirtschaftsbelebung von der Regierung genehmigt.

§ 2 - Eine lokale Koordinationsstruktur wird in jeder der Provinzen Wallonisch-Brabant, Lüttich, Namur und Luxemburg genehmigt.

In der Provinz Hennegau werden zwei lokale Koordinationsstrukturen genehmigt. Die Regierung legt deren Umkreis fest.

#### KAPITEL II — Die "Agence de stimulation technologique" (Agentur für die technologische Belebung)

**Art. 14** - § 1 - Unter der Bezeichnung "Agence de stimulation technologique", abgekürzt: "A.S.T." wird eine öffentlich-rechtliche Gesellschaft gegründet.

§ 2. - Ohne ihre bürgerrechtliche Eigenschaft zu verlieren hat die A.S.T. die Form einer Aktiengesellschaft. Sie ist den auf die Aktiengesellschaften anwendbaren Gesetzgebungen und Regelungen für alles unterworfen, was nicht durch oder aufgrund des vorliegenden Dekrets ausdrücklich anders vorgesehen ist.

Das Konkursgesetz vom 8. August 1997, das Gesetz vom 17. Juli 1997 über den gerichtlichen Vergleich und die Artikel 633, 634 und 645 des Gesetzbuches über die Gesellschaften finden keine Anwendung auf die A.S.T.

§ 3 - Die A.S.T. hat ein Mindestgesellschaftskapital von fünfhunderttausend Euro. das völlig eingezahlt ist.

§ 4 - Die Mehrheit im Gesellschaftskapital der A.S.T. wird von der Region gehalten.

Unbeschadet der satzungsmäßigen Bestimmungen oder einer anderslautenden Entscheidung der A.S.T. darf jede juristische Person sich am Kapital der A.S.T. beteiligen.

Der Erwerb von Beteiligungen unterliegt der Genehmigung der Regierung.

§ 5 - Der Gesellschaftssitz der A.S.T. liegt in Lüttich.

§ 6 - Die Satzungen der A.S.T. und ihre Abänderungen unterliegen der Genehmigung der Regierung.

**Art. 15** - Im Rahmen der Durchführung der von der Regierung bestimmten Politik zur technologischen Belebung erfüllt die A.S.T. folgende Aufgaben:

1° die Strukturierung der wallonischen Landschaft der Vermittlungstätigkeiten;

2° die Unterbreitung des Vorschlags bezüglich des Programms zur technologischen Belebung der Wallonischen Region;

3° die Koordination und Durchführung des von der Regierung genehmigten Programms zur technologischen Belebung der Wallonischen Region;

4° die technologischen Vermittlungstätigkeiten hinsichtlich der Schaffung von Aktivitäten, insbesondere im Rahmen der Zusammenarbeit mit der "Agence de stimulation économique";

5° die Vernetzung der drei großen Trägerkategorien, d.h. der universitären Aufwertungsstellen, der technologischen Führungsstellen in den Forschungszentren und der technologischen Beratungsstellen;

6° die Abfassung von Vereinbarungen für die Trägerkategorien und ggf. deren Abschluss;

7° die weitere Betreuung und die Bewertung der unter 6° erwähnten Vereinbarungen;

8° die Einsetzung der für eine reibungslose interne Arbeitsweise des Netzes nützlichen Instrumente;

9° die Orientierung und Weiterbehandlung der externen Anfragen, die an die Träger gerichtet werden;

10° die Organisation und Verbreitung einer Information über das System der Vermittlungstätigkeiten in der Wallonischen Region;

11° die Bestimmung der Kriterien für die Zulassung der Träger im Rahmen der Vermittlungstätigkeiten, und deren Zulassung;

12° die Angleichung und die Betreuung der unter 5° erwähnten Träger;

13° die Bestimmung des Profils der unter 5° erwähnten Träger;

14° alle sonstigen von der Regierung anvertrauten Aufgaben in Zusammenhang mit der technologischen Belebung und mit dem Ziel, die technologische Entwicklung der Wallonischen Region zu fördern;

15° Abgabe von Gutachten und Empfehlungen an die Regierung im Bereich der technologischen Neuerung.

Die A.S.T. ist dazu ermächtigt, alle Handlungen in Zusammenhang mit ihren Aufgaben durchzuführen.

Die A.S.T. entwickelt alle Formen der Zusammenarbeit mit öffentlichen oder privaten Partnern in Zusammenhang mit ihren Aufgaben.

Ein Protokoll wird die künftige Zusammenarbeit zwischen der A.S.T. und den mit der Technologie und Forschung beauftragten Dienststellen der Regierung regeln.

**Art. 16 - § 1** - Die A.S.T. wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus von der Regierung ernannten Mitgliedern besteht, die wie folgt aufgeteilt sind:

1° sechs öffentliche Verwaltern, die direkt von der Regierung aufgrund ihrer Kompetenzen in dem Bereich der technologischen Belebung ernannt werden;

2° drei Personen, die unterschiedliche Industriebereiche vertreten, ernannt auf gemeinsamen Vorschlag der Regierung und der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen im Sinne von Artikel 2 § 1 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den regionalen Wirtschaftsrat für die Wallonie betrifft, des Gesetzes vom 15. Juli 1970 über die Gestaltung der Wirtschaftsplanung und -dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates für die Wallonische Region;

3° eine Person, die die kollektiven Forschungszentren vertritt, die in Anwendung des Artikels 4bis des Dekrets vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien zugelassen sind;

4° eine Person, die das Netz "Liaison Entreprises Universités" vertritt;

5° eine Person, die den Bereich der technologischen Beratung vertritt.

§ 2 - Jeder Aktionär, der über mindestens 5% des Gesellschaftskapitals verfügt, ist dazu ermächtigt, einen zusätzlichen Verwalter vorzuschlagen.

§ 3 - Der Vorsitzende des Verwaltungsrats wird nach Zustimmung der Regierung unter den in § 1 1° erwähnten Mitgliedern bezeichnet.

Der stellvertretende Vorsitzende des Verwaltungsrats wird nach Zustimmung der Regierung unter den in § 1 2° erwähnten Mitgliedern bezeichnet.

**Art. 17** - Das Mandat der Mitglieder des Verwaltungsrats dauert fünf Jahre.

Falls ein Verwaltermandat frei wird, übt sein Nachfolger das Mandat seines Vorgängers bis zu dessen Ende aus.

**Art. 18 - § 1** - Die tägliche Führung der A.S.T. sowie deren Vertretung im Rahmen dieser Führung werden von einem Direktor gewährleistet.

Bei vorübergehender Abwesenheit des Direktors, wird letzterer durch einen von ihm bezeichneten stellvertretenden Direktor ersetzt.

§ 2 - Die Funktion des Direktors ist mit der Funktion eines Verwalters der A.S.T. unvereinbar.

**Art. 19** - Die folgenden Personen nehmen mit beratender Stimme an den Sitzungen des Verwaltungsrats der A.S.T. teil:

1° der Direktor der A.S.T.;

2° zwei von der Regierung bezeichnete Mitglieder des Personals der mit der Forschung und Wirtschaft beauftragten Dienststellen der Regierung;

3° der Direktor der A.S.E.

Der Direktor der A.S.T. gewährleistet das Sekretariat des Verwaltungsrats.

**Art. 20** - Der Verwaltungsrat bildet einen Lenkungsausschuss und bezeichnet dessen Mitglieder. Der Verwaltungsrat kann diesen Ausschuss heranziehen, insbesondere um Gutachten über die zu treffenden wissenschaftlichen und technischen Entscheidungen einzuholen.

**Art. 21** - In den Satzungen muss ein Orientierungsausschuss vorgesehen und organisiert sein; dieser besteht aus den Vertretern der Gewerkschaftsorganisationen, die im Vorstand des Wirtschafts- und Sozialrats der wallonischen Region vertreten sind, dem Vorsitzenden des Verwaltungsrats und dem Direktor.

**Art. 22** - Die A.S.T. bezieht ihre Einnahmen aus:

1° Zuschüssen zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region;

2° Zuschüssen von juristischen Personen öffentlichen Rechts;

3° Erträgen aus ihren Aktivitäten und ihrem Vermögen;

4° Spenden und Vermächtnissen.

**Art. 23** - Die A.S.T. unterliegt der Kontrolle der Regierung, die durch zwei Regierungskommissare ausgeübt wird.

Die Regierung bestimmt die ihnen gewährte Vergütung. Diese geht zu Lasten der A.S.T.

**Art. 24** - Die Kontrolle der Finanzlage, des Jahresabschlusses und der Ordnungsgemäßheit hinsichtlich des Gesetzbooks über die Gesellschaften und der Satzungen der A.S.T. wird einem oder mehreren Kommissaren anvertraut, die dem Institut der Betriebsrevisoren angehören.

**Art. 25** - Das Verhältnis zwischen der A.S.T. und ihren Personalmitgliedern ist vertraglicher Art.

### KAPITEL III — Gemeinsame Bestimmungen für Kapitel I und II

**Art. 26.** Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters wird folgendermaßen ergänzt:

«34° die "Agence de stimulation économique";

35° die "Agence de stimulation technologique".»

**Art. 27** - Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare wird folgendermaßen ergänzt:

«33° die "Agence de stimulation économique";

34° die "Agence de stimulation technologique".»

**Art. 28** - Die "Agence de stimulation économique" und die "Agence de stimulation technologique" führen ihre Aufgaben gemäß den im zwischen ihnen und der Regierung abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrag festgelegten Regeln, Prioritäten, Orientierungen und Bewertungsmodalitäten aus.

Die Modalitäten für den Abschluss der jeweiligen Geschäftsführungsverträge und die wesentlichen Regeln, die sie betreffen, werden von der Regierung festgelegt.

**Art. 29** - In Artikel 1 § 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses, abgeändert durch die Dekrete vom 18. Dezember 2003 und vom 1. April 2004, wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Bezüglich der "Agence de stimulation économique" und der "Agence de stimulation technologique" ist der vorliegende Artikel anwendbar für die Finanzmittel, die aus Zuschüssen zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region stammen.»

**Art. 30** - Jedes Jahr erstellen die "Agence de stimulation économique" und die "Agence de stimulation technologique" im Laufe des ersten Semesters für ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich einen Bericht über die Tätigkeiten des vorherigen Jahres. Sie legen diesen Bericht dem "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region) vor, der innerhalb von dreißig Tagen seine Bemerkungen mitteilen kann. Der Bericht, der ggf. mit den Bemerkungen dieses Rates versehen ist, wird der Regierung übermittelt. Die Regierung übermittelt diesen Bericht dem Wallonischen Regionalrat innerhalb eines Monats nach seinem Empfang.

#### KAPITEL IV — Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug auf Material und Werkzeuge

**Art. 31** - In Artikel 253 des Einkommensteuergesetzbuches 1992, ersetzt durch das Gesetz vom 6. Juli 1992, ersetzt durch das Gesetz vom 6. Juli 1994 und abgeändert durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998 sowie durch die Dekrete vom 6. Dezember 2001, vom 22. Oktober 2003, vom 18. Dezember 2003 und vom 3. Februar 2005, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. Der erste Absatz von Punkt 3bis wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«3<sup>obis</sup>. Unbeschadet der Bestimmungen von Punkt 3<sup>oter</sup>, der neuen in Artikel 471 § 3 erwähnten Investitionen für Material und Werkzeuge, die ab dem 1. Januar 2005 auf dem Gebiet der Wallonischen Region in neuwertigem Zustand erworben bzw. gebildet wurden, dies unter Berücksichtigung der folgenden Unterscheidung:»

2. Ein Punkt 3<sup>oter</sup> mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«3<sup>oter</sup> - der neuen in Artikel 471, § 3 erwähnten Investitionen für Material und Werkzeuge, die ab dem 1. Januar 2006 auf dem Gebiet der Wallonischen Region in neuwertigem Zustand erworben bzw. gebildet wurden;»

3. In Punkt 4<sup>o</sup> werden zwischen die Wörter "von 3<sup>obis</sup>" und die Wörter "erreicht nicht" die Wörter "und von 3<sup>oter</sup>" eingefügt.

#### KAPITEL V — Streichung der provinziellen Flächensteuer, Steuer auf Kraftmaschinen und industriellen Ausgleichssteuer

**Art. 32** - § 1 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels:

1<sup>o</sup> gilt als provinzielle Flächensteuer eine Steuer, die von einer Provinz zu Lasten der natürlichen oder juristischen Personen festgesetzt ist, die ein industrielles, gewerbliches, handwerkliches, finanzielles, landwirtschaftliches oder forstwirtschaftliches Unternehmen betreiben oder einen freien Beruf, einen Auftrag oder ein Amt oder noch jegliche selbstständige Berufstätigkeit ausüben, und deren Betrag je nach der gesamten bebauten und/oder nicht bebauten Fläche des Gutes, auf dem sich die Niederlassung dieser Person auf dem Gebiet der Provinz befindet, berechnet wird;

2<sup>o</sup> gilt als Provinzialsteuer auf Kraftmaschinen eine Steuer, die von einer Provinz auf Motoren, was auch die benutzte Flüssigkeit oder die Antriebsenergiequelle sein mag, zu Lasten von jeglicher natürlicher oder juristischer Person festgesetzt wird, die eine industrielle, gewerbliche, handwerkliche, finanzielle, landwirtschaftliche oder forstwirtschaftliche Tätigkeit, einen freien Beruf oder einen Auftrag oder ein Amt ausübt, und deren Betrag je nach der Leistung dieser Motoren berechnet wird;

3<sup>o</sup> gilt als provinzielle industrielle Ausgleichssteuer eine industrielle Steuer, die von einer Provinz auf den Verkaufswert am 1. Januar 1975 der bebauten und nicht bebauten Immobilien, in denen eine industrielle, gewerbliche, handwerkliche, finanzielle, landwirtschaftliche, forstwirtschaftliche oder andere Tätigkeit stattfindet und auf den Gebrauchswert am 1. Januar 1975 des Materials oder der Werkzeuge zu Lasten des Immobiliensteuerpflichtigen festgesetzt wird, und zwar um für diese Güter den Minderwert des Immobiliensteuervorabzugs, der sich aus der Nichtanwendung auf diese Güter der Katasterangleichung am 1. Januar 1975 ergibt, die für den Wert der gewöhnlichen Güter angenommen wurde, auszugleichen.

§ 2 - Die provinzielle Flächensteuer wird ab dem Jahr 2006 gestrichen.

§ 3 - Die Provinzialsteuer auf Kraftmaschinen und die Ausgleichssteuer werden ab 2006 in Höhe von 25% pro Jahr degressiv gestrichen.

§ 4 - Die Provinzialsteuer auf Kraftmaschinen wird für jede neue Investition gestrichen, die ab dem 1. Januar 2006 in neuwertigem Zustand erworben bzw. gebildet wird.

**Art. 33** - § 1 - Die Auswirkung der Streichung der Flächensteuer in der Provinz Hennegau, die in Artikel 32 § 2 vorgesehen ist, wird von 2006 bis 2009 durch die Region mit Hilfe des Impulsfonds (Umstellungsgebiete) nach den folgenden Modalitäten ausgeglichen: 100% in 2006, 90% in 2007, 85% in 2008 und 75% in 2009.

§ 2 - Die Auswirkung der Streichung der Provinzialsteuer auf Kraftmaschinen, die in Artikel 32 § 4 vorgesehen ist, wird durch die Region ausgeglichen.

Die Verluste der Provinz Hennegau werden zu 80% ausgeglichen; die sonstigen betroffenen Provinzen (Lüttich, Luxemburg und Namur) erhalten einen Satz von 85%.

**Art. 34** - Artikel L2233-3 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. L2233-3 - Der Betrag des Fonds der Provinzen wird derart verteilt, dass der Anteil für jede Provinz in dem Fonds der Provinzen folgendermaßen festgelegt wird:

1<sup>o</sup> 8,37% für Wallonisch-Brabant;

2<sup>o</sup> 43,87% für Hennegau;

3<sup>o</sup> 24,18% für Lüttich;

4<sup>o</sup> 8,6% für Luxemburg;

5<sup>o</sup> 14,98% für Namur.



In Abweichung von Absatz 1 werden diese Anteile vorläufig folgendermaßen festgelegt:

in 2006:

- 1° 9,53% für Wallonisch-Brabant;
- 2° 40,49% für Hennegau;
- 3° 25,04% für Lüttich;
- 4° 9,26% für Luxemburg;
- 5° 15,68% für Namur;

in 2007:

- 1° 9,14% für Wallonisch-Brabant;
- 2° 41,63% für Hennegau;
- 3° 24,75% für Lüttich;
- 4° 9,03% für Luxemburg;
- 5° 15,45% für Namur;

in 2008:

- 1° 8,74% für Wallonisch-Brabant;
- 2° 42,77% für Hennegau;
- 3° 24,47% für Lüttich;
- 4° 8,81% für Luxemburg;
- 5° 15,21% für Namur.

**Art. 35** - Artikel L2233-4 Absatz 1 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. L2233-4 In 2006 sind 16,41% des in Artikel L2233-3 erwähnten Anteils für die Finanzierung einer Partnerschaftsvereinbarung mit der Region bestimmt. Ab 2007 wird die Regierung die Beträge, die für Partnerschaftsvereinbarungen bestimmt sind, festlegen.

Die Partnerschaftsvereinbarung ist Gegenstand eines Vertrags zwischen der Region und der Provinz, in dem diese sich in dem von beiden Partnern vereinbarten Rahmen zur Entwicklung der Aktionen in regionalen Angelegenheiten verpflichtet. Die Provinz verpflichtet sich, diesen Anteil auf koordinierte und mit den regionalen Aktionen nicht konkurrierende Weise zu verwenden.

Der Partnerschaftsvertrag hat eine Dauer von drei Jahren ab dem 1. Januar des ersten oder des vierten Jahres, das auf die Wahl des Provinzialrats folgt.

In dem Vertrag werden angegeben:

1. die den Parteien vorgeschriebenen Zielsetzungen, einschließlich der mit den in den Artikeln L2233-6 und L2233-8 erwähnten Bewertungen verbundenen Zwischenzielsetzungen;
2. die zur Verwirklichung dieser Ziele gegebenen Fristen;
3. die Mittel, die einzusetzen sind, um die genannten Ziele zu erreichen;
4. die Kriterien zur Bewertung der Durchführung des Vertrags.»

#### KAPITEL VI — *Streichung der Gemeindesteuer auf Kraftmaschinen*

**Art. 36** - § 1 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gilt als Gemeindesteuer auf Kraftmaschinen eine Steuer, die von einer Gemeinde auf die Motoren, was auch die benutzte Flüssigkeit oder die Antriebsenergiequelle sein mag, zu Lasten von jeglicher natürlichen oder juristischen Person festgesetzt wird, die eine industrielle, gewerbliche, handwerkliche, finanzielle, landwirtschaftliche oder forstwirtschaftliche Tätigkeit, einen freien Beruf oder einen Auftrag oder ein Amt ausübt, und deren Betrag je nach der Leistung dieser Motoren berechnet wird.

§ 2 - Die Gemeindesteuer auf Kraftmaschinen wird ab dem 1. Januar 2006 für jede neue Investition, die in neuwertigem Zustand ab dem 1. Januar 2006 erworben bzw. gebildet wird, gestrichen.

**Art. 37** - Die Auswirkung der Streichung der Gemeindesteuer auf Kraftmaschinen, die in Artikel 36 § 2 vorgesehen ist, wird durch die Region ausgeglichen.

#### KAPITEL VII — *Städtische Freizonen und ländliche Freizonen*

**Art. 38** - § 1 - Die Regierung bestimmt die Abgrenzung:

- 1° der städtischen Freizonen, die ebenfalls "für den Impulsfonds zugunsten der Umstellungsgebiete oder der besonders benachteiligten Gebiete zulässige Gebiete" genannt werden;
- 2° der ländlichen Freizonen, die ebenfalls "für den Impulsfonds für die ländliche wirtschaftliche Entwicklung zulässige Gebiete" genannt werden.

§ 2 - Die in § 1 erwähnten Freizonen sind Gebiete, die aufgrund des vorliegenden Dekrets oder jeglicher sonstigen gesetzlichen oder vorschriftsmäßigen Bestimmung zur Gewährleistung ihrer Neuentfaltung eine Regelung zur positiven Diskriminierung in Anspruch nehmen.

§ 3 - Die in § 1 erwähnten städtischen Freizonen können drei Arten von Gemeindegebieten betreffen:

- a. Gemeindegebiete, die die Regierung als Gebiete mit strukturellen wirtschaftlichen Schwierigkeiten betrachtet und in durch die Regierung bestimmten Verwaltungsbezirken gelegen sind;
- b. Gemeindegebiete, die die Regierung als Gebiete betrachtet, die einen wirtschaftlichen Schock erlitten haben, der wichtige Folgen für das lokale Wirtschaftsleben haben kann,
- c. Gewerbegebiete, die an einen regionalen Flughafen angrenzen.

§ 4 - Die in § 1 erwähnten ländlichen Freizonen sind Gemeindegebiete, die von der Regierung bestimmt werden, und die die Regierung als Gebiete betrachtet, die mit Isolationsproblemen und sozio-ökonomischen Schwierigkeiten konfrontiert sind, und die nach den Angaben des Landesinstituts für Statistik eine Bevölkerungsdichte aufweisen, die streng unter hundertfünfzig Einwohner pro Quadratmeter liegt.

§ 5 - Die Regierung setzt die geeigneten Bewertungsinstrumente ein, um die Zweckmäßigkeit der in § 2 erwähnten Maßnahmen zur positiven Diskriminierung zu bewerten und dieser ein Ende zu setzen, sobald die bekämpfte sozio-ökonomische Ungleichheit verschwunden ist.

KAPITEL VIII — *Finanzierung von Aufnahmeinfrastrukturen für wirtschaftliche Aktivitäten und andere Projekte zur wirtschaftlichen Entwicklung in den städtischen und ländlichen Freizonen*

*Abschnitt 1 — Gemeinsame Bestimmungen für den Impulsfonds zugunsten der Umstellungsgebiete oder der besonders benachteiligten Gebiete und den Impulsfonds für die ländliche wirtschaftliche Entwicklung*

**Art. 39 - § 1 -** Die Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts finden Anwendung auf die Finanzierung von Projekten, die sich in den Gebieten, die für den Impulsfonds zugunsten der in Umstellung befindlichen oder besonders benachteiligten Gebiete berücksichtigt werden können, und in den Gebieten, die für den Impulsfonds für die ländliche wirtschaftliche Entwicklung berücksichtigt werden können, befinden.

§ 2 - In Artikel 1 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. In Pos. 5° wird der Wortlaut "eines von der Regierung anerkannten Umkreises" durch den Wortlaut "eines von der Regierung festgesetzten Anerkennungsgebiets; der Umkreis enthält das Straßennetz, die Grundstücke die zur Eingliederung in das Straßennetz bestimmt sind, sowie die Immobiliengüter, die dazu bestimmt sind, wirtschaftliche Aktivitäten aufzunehmen, deren Niederlassung und deren Zugänglichkeit zu erleichtern oder die Erweiterung der Niederlassung und der Zugänglichkeit der bestehenden Aktivitäten zu ermöglichen," ersetzt.

2° in Pos. 7° wird der Wortlaut "das in dem Anerkennungsgebiet steht oder auch nicht und" zwischen das Wort "Gebäude" und den Wortlaut "das zeitweilig" eingefügt.

3° Artikel 1 desselben Dekrets wird folgendermaßen ergänzt:

«10° "die Werkstatt für geteilte Arbeit": die Übergangshalle, in der mehrere Betriebe oder deren Personal über gemeinsame Produktionswerkzeuge und Hilfsausrüstungen verfügen, die dazu bestimmt sind, deren Gründung, Einrichtung und Entwicklung zu fördern;

11° "das Unternehmenszentrum": das aus mehreren Büros oder Werkstätten, die zeitweise mindestens sechs jungen Betrieben zur Verfügung gestellt werden, bestehende Gebäude, in dem diese über gemeinschaftliche Dienste und Ausrüstungen verfügen.»

§ 3 - In Artikel 16 desselben Dekrets wird ein § 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« § 4 - Die Regierung bestimmt das Anerkennungsgebiet.

Die Übergangshallen, Werkstätten für geteilte Arbeit oder Unternehmenszentren können außerhalb eines Anerkennungsgebiets liegen.

Die Rückerstattung der Zuschüsse wird immer gefordert, wenn die Zweckentfremdung einer Übergangshalle, einer Werkstatt für geteilte Arbeit oder eines Unternehmenszentrums, die außerhalb eines Anerkennungsgebiets liegen, eine Einnahmequelle für den Zuschussempfänger darstellt. Dies wird u.a. der Fall sein, wenn die direkte bzw. indirekte Veräußerung eines Baurechts oder eines Erbpachtrechts auf das Gut gegen Entgelt stattfindet oder wenn sie unentgeltlich stattgefunden hat, aber eine Einnahmequelle für den Zuschussempfänger darstellt.

Diese Rückerstattung wird dem Gesamtbetrag gleich sein, wenn die Einnahmen mindestens den Zuschüssen gleich sind; sie wird den Einnahmen entsprechen, wenn diese kleiner als die Zuschüsse sind.

§ 4 - In Artikel 18 § 1 Absatz 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut "von Werkstätten für geteilte Arbeit, von Unternehmenszentren" zwischen den Wortlaut "von Übergangshallen" und den Wortlaut "oder von zusätzlichen gemeinsamen Ausrüstungen" eingefügt.

§ 5 - In Artikel 18 § 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut "Werkstätten für geteilte Arbeit, Unternehmenszentren" zwischen das Wort "Inkubatoren" und das Wort "Zusatzdienstleistungszentren" eingefügt.

**Art. 40 -** Unter Einhaltung der Begrenzungen der Haushaltsmittel des Impulsfonds zugunsten der Umstellungsgebiet oder der besonders benachteiligten Gebiete und des Impulsfonds für die ländliche wirtschaftliche Entwicklung und unter Einhaltung der europäischen Bestimmungen kann der Satz der bestehenden Zuschüsse, die in dem Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten und in seinen Durchführungserlassen erwähnt werden, so wie sie in Artikel 1, 7° bis 11° desselben Dekrets bestimmt werden, in den städtischen und ländlichen Freizonen um 10% der Kosten der Investierung erhöht werden.

Die Kosten der Investierung sind diejenigen, die in dem ursprünglichen Antrag auf Zuschuss stehen.

Die Erhöhung des Betrags der Zuschüsse wird gewährt, ohne dass die etwaigen in der Gesetzgebung oder in der Regelung, aufgrund deren der ursprüngliche Zuschuss gewährt wird, stehenden Höchstbetragsgrenzen berücksichtigt werden.

*Abschnitt 2 — Besondere Bestimmungen für den Impulsfonds für die ländliche wirtschaftliche Entwicklung*

**Art. 41 -** Für die Gründung und die Entwicklung von wirtschaftlichen Aktivitäten in den in Artikel 38 erwähnten ländlichen Freizonen kann die Regierung die bestehenden Zuschüsse gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts erhöhen, indem sie die Haushaltsmittel des Impulsfonds für die ländliche wirtschaftliche Entwicklung verwendet.

**Art. 42 - § 1 -** Unter Einhaltung der Begrenzungen der Haushaltsmittel des Impulsfonds für die ländliche wirtschaftliche Entwicklung und unter Einhaltung der europäischen Bestimmungen kann der Betrag der bestehenden Zuschüsse um 25% des Kosten der Investierung erhöht werden, ohne dass der so erhöhte Satz 90% dieser Kosten übertreffen kann.

Die Kosten der Investierung sind diejenigen, die in dem ursprünglichen Antrag auf Zuschuss stehen.

In Abweichung von Absatz 1 kann der Betrag der den Werkstätten für geteilte Arbeit gewährten Zuschüsse, so wie sie in Artikel 1, 10° des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten bestimmt werden, um 40% der Kosten für die Investierung erhöht werden, jedoch ohne dass der so erhöhte Betrag der Zuschüsse 90% dieser Kosten übertreffen kann.

Die Erhöhung des Betrags der Zuschüsse wird gewährt, ohne dass die etwaigen in der Gesetzgebung oder in der Regelung, aufgrund deren der ursprüngliche Zuschuss gewährt wird, stehenden Höchstbetragsgrenzen berücksichtigt werden.

§ 2 - Die zulässigen Investitionen betreffen folgende Projekte:

1° die Werkstätten für geteilte Arbeit, so wie sie in Artikel 1, 10° des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten bestimmt werden;

2° die Investitionen in Immobilien in Bezug auf Genossenschaften zur Verwendung von landwirtschaftlichem Material, so wie sie in Artikel 1, 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft erwähnt werden;

3° die Projekte zur Diversifizierung im landwirtschaftlichen Nahrungsmittelbereich, die die Erzeugung, die Verarbeitung und die Vermarktung fördern und die durch einen landwirtschaftlichen Betreiber im Sinne des Artikels 1, 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft gestartet werden, sowie diejenigen, die im Rahmen des Dekrets vom 6. Juni 1991 über die ländliche Entwicklung und des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe und des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe entwickelt werden.

4° die Inkubatoren, die Zentren für Zusatzdienstleistungen, die Übergangshallen und die Unternehmenszentren, so wie sie in Artikel 1 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten bestimmt werden;

5° die Entwicklungsprojekte in Sachen erneuerbare Energien, so wie sie in der Präambel zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor, im Dekret vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, erwähnt werden.

§ 3 - Damit eine Erhöhung des Zuschusses, so wie sie in § 1 vorgesehen ist, gewährt werden kann, muss für die Investitionen ein Zuschuss aufgrund der folgenden Bestimmungen und ihrer Durchführungserlasse gewährt werden können:

1° Dekret vom 6. Juni 1991 über die ländliche Entwicklung;

2° Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

3° Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;

4° Dekret vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind;

5° Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten;

6° Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe und Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe;

7° Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft, insofern diese nur für Projekte gewährt werden, die den in Artikel 42 § 2 beschriebenen Bezuschussungsbereichen des "Fider" entsprechen;

8° Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Verwendung der Energie aus dem Privatsektor.

§ 4 - Die Regierung ist befugt, den Verteilungsschlüssel der im "Fider" erwähnten Haushaltsmittel zu erstellen, dies unter Berücksichtigung des Trägertyps, je nachdem ob öffentlich oder privat, und der Projektarten, so wie sie in § 2 aufgelistet sind, und der Gesetzgebungsarten, so wie sie in § 3 aufgelistet sind.

§ 5 - Die Investitionen in Bezug auf § 2 1°, die im Rahmen der in § 3 erwähnten Bestimmungen nicht berücksichtigt werden können, werden Gegenstand einer Bezuschussung in Höhe von maximal 90% , mit einer Höchstgrenze pro Berechtigten von 100.000 Euro für einen Zeitraum von drei Jahren, dies gemäß einem Verfahren zum Aufruf an die Öffentlichkeit zur Einreichung von Projekten, dessen Bedingungen und Gewährungsmodalitäten durch die Regierung festgesetzt werden.

#### KAPITEL IX — *Streichung der Schifffahrtsabgaben*

**Art. 43 - § 1 -** Im Königlichen Erlass vom 15. Oktober 1935 zur Einführung der allgemeinen Regelung für die schiffbaren Wege des Königreichs, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 5. Mai 1975, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 28. April 1981, wird Artikel 79 mit einem wie folgt verfassten § 4 ergänzt:

«§ 4. - Die in der vorliegenden Bestimmung erwähnten Abgaben werden jedoch auf 0 Euro pro Tonnenkilometer auf allen durch die Wallonische Region verwalteten Wasserstraßen herabgesetzt.»

§ 2 - In demselben Königlichen Erlass wird Artikel 80 mit einem wie folgt verfassten § 3 ergänzt:

«§ 3. - Die in der vorliegenden Bestimmung erwähnten Abgaben werden jedoch auf 0 Euro pro Schiff auf allen durch die Wallonische Region verwalteten Wasserstraßen herabgesetzt.»

§ 3 - In demselben Königlichen Erlass wird Artikel 83 mit einem wie folgt verfassten § 5 ergänzt:

«§ 5 - Die in der vorliegenden Bestimmung erwähnten Abgaben werden jedoch auf:

- 0 Euro pro Kilometerpferdestärke für die Anwendung von § 1;

- 0 Euro pro Schleppschiff bzw. Schubschiff für die Anwendung von § 2 auf allen durch die Wallonische Region verwalteten Wasserstraßen herabgesetzt.»

§ 4 - In demselben Königlichen Erlass wird Artikel 84 mit einem wie folgt verfassten § 4 ergänzt:

«§ 4 - Die in der vorliegenden Bestimmung erwähnten Abgaben werden jedoch auf:

- 0% der Nettoeinnahmen bei der Anwendung von § 1;

- 0 Euro pro Person bei der Anwendung von § 3 auf allen durch die Wallonische Region verwalteten Wasserstraßen herabgesetzt.»

§ 5 - In demselben Königlichen Erlass wird Artikel 87 mit einem wie folgt verfassten § 4 ergänzt:

«§ 4 - Die vorliegende Bestimmung ist nicht mehr auf die in der Wallonischen Region befindlichen Wasserstraßen anwendbar.»

§ 6 - In demselben Königlichen Erlass wird am Ende der Überschrift von Titel II - Anmeldung, Vermessung und Abwracken der Schiffe - Schiffsabgaben das Wort " - Fahrgenehmigung" hinzugefügt.

In diesen Titel II wird ein Kapitel III mit der Überschrift "Ausstellen der Fahrgenehmigung" eingefügt, der folgenden Artikel enthält:

«Art. 88bis - § 1 - Jeder Schiffseigner muss dem Verwalter die zum Ausstellen der Fahrgenehmigung notwendigen Angaben mitteilen; Letzterer stellt deren Liste auf.

§ 2. - Das Ausstellen kann entweder vor oder während der Schifffahrt erfolgen.

Im ersten Fall wird es entweder durch das Büro, das dem Abfahrtsort des Schiffes am nächsten gelegen ist, oder durch ein gleichwertiges System vorgenommen. Im zweiten Fall erfolgt es am ersten während der Fahrt begebenen Büro.

Die Liste der Büros, wo Fahrgenehmigungen ausgestellt werden, und das/die gleichwertige(n) System(e) werden von dem Verwalter ausgestellt.

§ 3 - Die Genehmigung gilt als im Besitz des Schiffseigners, sobald dieser die durch das Büro gegebene amtliche Fahrtnummer erhalten hat.

§ 4. - Jeder Schiffseigner muss dem Verwalter mittels der durch diesen bestimmten Mittel jede Änderung der auf in § 1 erwähnten Liste angegebenen Daten mitteilen.

§ 5 - Der Schiffsfrachtbrief und die Vermessungsbescheinigung müssen vorgelegt werden und die amtliche Fahrtnummer muss bei jeder Anforderung des von dem Verwalter bezeichneten Überwachungspersonals mitgeteilt werden.

§ 7 - In Artikel 2 des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der Wallonischen Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen, abgeändert durch Artikel 1 des Dekrets vom 4. Februar 1999 und durch Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 2003 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1, Absatz 3 werden folgende Wörter gestrichen:

«- der Kanal du Centre;

- die vierte Schleuse von Lanaye;»

2° In § 2 wird der Wortlaut "des Straßen- und Flussnetzes" durch den Wortlaut "des Straßennetzes" ersetzt:

3° Ein § 3 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«§ 3 - Die Gesellschaft hat ebenfalls zur Aufgabe, den Betrieb der Flussinfrastrukturen regionalen Interesses, für deren Finanzierung, Bau, Unterhalt und Bewirtschaftung sie sorgt, gegen Entgelt zu verwalten.

Unter Verwaltung des Betriebs versteht man die Durchführung der materiellen Dienste, die in der Verwaltung des Betriebs der Infrastrukturen bestehen, einschließlich der Leistung der Dienste, die zum Betrieb und zur Verwendung dieser Infrastrukturen notwendig sind, um die Leistung des mit den schiffbaren Wasserstraßen verbundenen öffentlichen Dienstes durch die Wallonische Region zu ermöglichen, und die Verantwortung für diesen Betrieb sowie die Gewährung des Rechtes, diese Infrastrukturen zu verwenden.

Unter Flussinfrastrukturen regionalen Interesses versteht man:

- den Kanal "du Centre";

- die vierte Schleuse von Lanaye.

Die Regierung kann die in Absatz 3 erwähnte Liste ergänzen, um die Flussinfrastrukturen, die sich in ein transeuropäisches Kommunikationsnetz einfügen, beizufügen.

Unter diesen Infrastrukturen bestimmt die Regierung diejenigen, die durch die Gesellschaft eingesetzt werden.

Die finanzielle Planung der Arbeiten wird durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft festgelegt und der Regierung zur Genehmigung vorgelegt.»

§ 8 - In Artikel 8bis desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 6 des Dekrets vom 4. Februar 1999 und abgeändert durch Artikel 7 des Dekrets vom 27. November 2003 wird § 4 Absatz 2 aufgehoben.

§ 9 - In Artikel 11 desselben Dekrets, ersetzt durch Artikel 7 des Dekrets vom 4. Februar 1999 und abgeändert durch Artikel 10 des Dekrets vom 27. November 2003 werden folgende Abänderungen vorgenommen.

1° In § 1 1° wird der Wortlaut "und in § 3" zwischen den Wortlaut "in § 2" und den Wortlaut "erwähnten Einnahmen" eingefügt.

2° Ein § 3 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«§ 3 - Die Gesellschaft bezieht Einnahmen als Gegenleistung für ihre Dienste in Zusammenhang mit der Verwaltung des Betriebs der Flussinfrastrukturen regionalen Interesses, für deren Finanzierung, Ausführung, Instandhaltung und Bewirtschaftung sie sorgt.

Wenn die vorgenannten Abgaben zu Lasten der Region bezogen werden, wird zwischen der Regierung und der Gesellschaft eine Vereinbarung geschlossen. In dieser Vereinbarung wird der Betrag der im ersten Absatz des vorliegenden Paragraphen genannten Einnahmen festgelegt, unter Berücksichtigung jeglicher wirtschaftlichen Kriterien, die je nach Art der der Gesellschaft anvertrauten Infrastrukturen festgelegt werden, insbesondere der Verkehrsdichte, der Benutzungshäufigkeit dieser Infrastrukturen, der Last, die das Beförderungsmittel darstellt, das diese Infrastrukturen tatsächlich benutzt, und deren gesamten Funktionsdauer.»

§ 10 - Der Artikel 8 des Dekrets vom 4. März 1999 zur Abänderung des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der Wallonischen Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen wird gestrichen.

KAPITEL X — *Abänderungen des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände, des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Dekrets vom 1. April 2004 über die Reinigung der verschmutzten Böden und über die zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände*

*Abschnitt 1 — Bestimmungen zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe*

**Art. 44** - Der Absatz 1 von Artikel 25 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

«Der Sektorenplan umfasst Gebiete, die zur Verstädterung bestimmt sind, sowie Gebiete, die nicht zur Verstädterung bestimmt sind.»

**Art. 45** - Artikel 34 bis desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

**Art. 46** - In Artikel 49, Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "oder um die Verwertung eines Sanierungsgebiets im Hinblick auf eine Zweckverwendung als gemischtes oder industrielles Gewerbegebiet" gestrichen.

**Art. 47** - Artikel 167 bis 169 desselben Gesetzbuches werden durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

«KAPITEL 1 — *Neuzugestaltende Gelände*

Art. 167 - Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° "Gelände": ein Immobiliengut bzw. eine Gruppe von Immobiliengütern, das bzw. die nicht zu Wohnzwecken sondern zur Niederlassung einer anderen Tätigkeit bestimmt gewesen ist oder war, und dessen bzw. deren Beibehaltung in dem gegenwärtigen Zustand den Grundsätzen einer zweckmäßigen Raumordnung zuwiderläuft oder eine Destrukturierung des verstädterten Gefüges verursacht; die Tätigkeit jeder natürlichen oder juristischen Person, die den Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen bezüglich seiner Tätigkeit nicht nachgekommen ist, gilt nicht als ausgeübte Tätigkeit; das Gelände ist durch den Umkreis, der die Gruppe der obenerwähnten Immobiliengüter umfasst, abgegrenzt; der Umkreis kann ebenfalls das Folgende umfassen:

- a. ein oder mehrere Immobiliengüter oder Teile von Immobiliengütern, die noch für eine Tätigkeit benutzt werden, insofern die Neugestaltung des Geländes die Fortsetzung dieser Tätigkeit erlaubt;
- b. ein oder mehrere Immobiliengüter oder Teile von Immobiliengütern, Sitz einer Tätigkeit, jedoch prekär besetzt;
- c. ein oder mehrere Immobiliengüter oder Teile von Immobiliengütern, die zu Wohnzwecken bestimmt sind;

2° "ein Gelände neugestalten": Sanierungs- bzw. Reinigungshandlungen und -arbeiten im Sinne von Artikel 2 10° sub Artikel 26 des Dekrets vom 1. April 2004 über die Reinigung der verschmutzten Böden und über die zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände oder Renovierungsarbeiten am unter Punkt 1° erwähnten Gelände, Bau- oder Wiederaufbauarbeiten auf dem Gelände, einschließlich der damit verbundenen Studien unternehmen; die Regierung kann die Liste der Handlungen und Arbeiten erlassen.

Art. 168 - Der in Artikel 167 erwähnte Umkreis wird mit einem Umweltverträglichkeitsbericht verbunden, der das Folgende beinhaltet:

- 1° die Rechtfertigung der Neugestaltung des Geländes, was die Bestimmungen von Artikel 1 § 1 betrifft;
- 2° die Merkmale des Geländes hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt, und dessen Potentialitäten sowie die voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage, wenn das Gelände nicht neugestaltet wird;
- 3° die Maßnahmen, die im Rahmen der Neugestaltung des Geländes zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen, die das Gelände kennzeichnen, zu vermeiden oder zu verringern;
- 4° die relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz und die Art und Weise, wie sie im Rahmen der Neugestaltung des Geländes in Betracht gezogen werden;
- 5° die Darstellung von möglichen Alternativen für die Neugestaltung des Geländes und deren Rechtfertigung, was die Bestimmungen der Punkte 1° bis 4° betrifft;
- 6° eine Beschreibung des gewählten Bewertungsverfahrens und der angetroffenen Schwierigkeiten;
- 7° die in Betracht gezogenen Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung der Neugestaltung des Geländes;
- 8° eine nicht-technische Zusammenfassung der oben erwähnten Informationen.

Wenn die Neugestaltung des Geländes keine Gefahr von bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt mit sich bringt oder ein kleines Gebiet auf lokaler Ebene betrifft, kann die Regierung nach der in Artikel 4 Absatz 1 3° erwähnten Konsultierung des Kommunalausschusses oder, mangels dessen, des Regionalausschusses, sowie des Wallonischen Umweltrats für eine nachhaltige Entwicklung beschließen, dass die Neugestaltung des Geländes keinen Umweltverträglichkeitsbericht erfordert.

Art. 169 - § 1 - Auf eigene Initiative oder auf Vorschlag einer Gemeinde, einer Interkommunale, zu deren Gesellschaftszweck die Raumordnung oder das Wohnungswesen gehört, einer Gemeindevereinigung, eines öffentlichen Sozialhilfeszentrums, einer Gemeinderegierung, der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) und der von ihr zugelassenen Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, der in Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten "Société publique d'aide à la qualité de l'environnement" (öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität), eines oder mehrerer Eigentümer oder Inhaber eines dinglichen Rechts, kann die Regierung erlassen, dass ein Gelände, dessen Umkreis sie festlegt, neuzugestaltet ist.

§ 2 - Die Regierung stellt den in § 1 erwähnten Erlass per Einsendung zu und unterbreitet ihn zur Begutachtung, ggf. zusammen mit dem Umweltverträglichkeitsbericht:

- 1° dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde(n), in der bzw. denen das Immobiliengut gelegen ist;
- 2° den betroffenen Eigentümern, nach den Katasterangaben;
- 3° dem in Artikel 5 erwähnten Ausschuss;
- 4° dem in Artikel 7 erwähnten Ausschuss, falls dieser besteht;
- 5° Wenn der Umkreis mit einem Umweltverträglichkeitsbericht verbunden ist, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung;
- 6° jeder Person, Instanz oder Dienststelle, deren Konsultierung sie als nützlich erachtet.

§ 3 - Der bzw. die Eigentümer sind verpflichtet, jeden Inhaber eines dinglichen Rechts, jeden Mieter bzw. jeden Benutzer des betreffenden Immobiliengutes sowie jede Person, die sie beauftragt haben könnten, Arbeiten an dem betreffenden Gut auszuführen bzw. der sie erlaubt haben könnten, sie auszuführen, innerhalb fünfzehn Tagen nach der in § 2 erwähnten Zustellung darüber zu informieren. Im jedem Eigentümer zugesandten Notifizierungsschreiben wird diese Pflicht erwähnt.

Die Empfänger des in § 2 erwähnten Notifizierungsschreibens richten an die Regierung ihr Gutachten schriftlich innerhalb von dreißig Tagen nach der Notifizierung. Ein fehlendes Gutachten wird als Zustimmung betrachtet.

Innerhalb von fünf Tagen nach Empfang des in § 2 erwähnten Notifizierungsschreibens nimmt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium gemäß Artikel 4 eine öffentliche Untersuchung vor, die fünfzehn Tage dauert.

§ 4 - Innerhalb von sechzig Tagen nach der in § 2 erwähnten Notifizierung erlässt die Regierung den Umkreis des neuzugestaltenden Geländes endgültig.

Der Erlass wird durch einen Vermerk im *Belgischen Staatsblatt* und im Amtsblatt der Europäischen Union veröffentlicht. Er wird den in § 2 erwähnten Empfängern per Einsendung zugestellt und in das Hypothekenregister eingetragen. Dieser Erlass ersetzt den im § 1 erwähnten Erlass.

§ 5 - Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Empfang des in § 4 erwähnten Notifizierungsschreibens informiert der Eigentümer bzw. informieren die Eigentümer jeden Inhaber eines dinglichen Rechts, jeden Mieter bzw. jeden Benutzer des betreffenden Immobiliengutes darüber, andernfalls muss er bzw. müssen sie als Gesamtschuldner für die aufgrund von Artikel 155 durch das Gericht angeordnete Versetzung des Ortes in den ursprünglichen Zustand haften.

In dem jedem Eigentümer zugesandten Notifizierungsschreiben wird diese Pflicht erwähnt.

§ 6 - Die Regierung kann den in Artikel 167 erwähnten Umkreis abändern. Die Bestimmungen zur Regelung der Festlegung des in Artikel 167 erwähnten Umkreises finden auf dessen Revision Anwendung.

§ 7 - Nach der Neugestaltung des Geländes hebt die Regierung durch Erlass den in Artikel 167 erwähnten Umkreis auf. Der Erlass wird durch einen Vermerk im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. Er wird den in § 2 erwähnten Empfängern per Einsendung zugestellt und in das Hypothekenregister eingetragen. Dieser Erlass ersetzt den im § 4 erwähnten Erlass.

§ 8 - Die Regierung kann Ausführungsbestimmungen zum vorliegenden Artikel erlassen.»

**Art. 48** - In Artikel 171 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 Absatz 1 wird der Wortlaut "in Artikel 169 § 1 vorgesehenen Zustellung bis zum gemäß den von der Regierung festgelegten Bestimmungen festgestellten Ende der Arbeiten" durch den Wortlaut "in Artikel 169 § 2 vorgesehenen Zustellung bis zum Inkrafttreten des in Artikel 169 § 7 erwähnten Erlasses" ersetzt".

2° In demselben Absatz wird der Wortlaut "zu renovierenden" durch den Wortlaut "neuzugestaltenden" ersetzt.

3. In § 3 wird der Wortlaut "von 500 bis 5 000 Franken" durch den Wortlaut "von 12,5 bis 125 Euro" ersetzt.

4° Der § 4 wird gestrichen.

**Art. 49** - In Artikel 175 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "in einem Bauerwartungsgebiet" durch den Wortlaut "in einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung, in einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen" ersetzt.

2° In demselben Absatz wird der Wortlaut "stillgelegten Gewerbebetriebsgeländes" durch den Wortlaut "neuzugestaltenden Geländes" ersetzt.

**Art. 50** - Absatz 1 von Artikel 181 desselben Gesetzbuches wird durch die folgenden Absätze ersetzt:

«Die Regierung kann die Enteignung von Immobiliengütern zu gemeinnützigen Zwecken anordnen, wenn diese sich an einem der folgenden Standorten befinden:

1° innerhalb des Umkreises eines in Artikel 167 erwähnten neuzugestaltenden Gebiets;

2° innerhalb eines bevorzugten Initiativgebiets;

3° innerhalb eines Umkreises der städtischen Neubelebung;

4° innerhalb eines Stadterneuerungsbereichs;

Können als enteignende Instanzen auftreten: die Region, die Gemeinden, die autonomen Gemeinderegionen, die Interkommunalen, zu deren Gesellschaftszweck die Raumordnung oder das Wohnungswesen gehört, und die öffentlichen Einrichtungen und Organe, die durch Gesetz oder Dekret zur gemeinnützigen Enteignung befugt sind.»

**Art. 51** - Die Überschrift von Kapitel III von Titel II von Buch II desselben Gesetzbuches wird durch die Wörter "von regionalem Interesse und Erhaltung der Schönheit der Landschaften" ergänzt.

**Art. 52** - In Artikel 182 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 Absatz 1 wird der Wortlaut "stillgelegten Gewerbebetriebsgelände" durch den Wortlaut "Gelände" ersetzt.

2° In demselben Absatz wird der Wortlaut "von regionalem Interesse und" zwischen den Wortlaut "Sanierung" und den Wortlaut "auf Landschafts- und Umweltebene" eingefügt.

3° In Absatz 2 desselben Paragraphen wird der Wortlaut "stillgelegt ist und" gestrichen.

4° In Absatz 3 desselben Paragraphen wird der Wortlaut "oder bezuschusst" zwischen den Wortlaut "übernimmt" und den Wortlaut "ggf. seinen Erwerb" eingefügt.

5° In § 2, Absatz 1 wird der Wortlaut "stillgelegten Gewerbebetriebsgelände" durch den Wortlaut "neuzugestaltenden Gelände" ersetzt.

6° In Absatz 2 desselben Paragraphen wird der Wortlaut "der Gesellschaft" durch den Wortlaut "der in Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten öffentlichen Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität" ersetzt.

7° In § 4 wird der Wortlaut "Arbeiten" durch den Wortlaut "Sanierungsarbeiten" ersetzt.

**Art. 53** - In der Überschrift von Kapitel IV von Titel II von Buch II desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "für die Sanierung von stillgelegten Gewerbebetriebsgeländen und für die vorrangige Sanierung von Landschaften" durch den Wortlaut "für die Reinigung der neuzugestaltenden Gelände und Landschafts- und Umweltsanierungsgelände" ersetzt.

**Art. 54** - In Artikel 183*bis* desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 Absatz 1 wird der Wortlaut "für die Sanierung von stillgelegten Gewerbebetriebsgeländen" durch den Wortlaut "für die Reinigung der neuzugestaltenden Gelände" ersetzt.

2° In Absatz 2 2° desselben Paragraphen wird der Wortlaut "stillgelegten Gewerbebetriebsgeländen" durch den Wortlaut "neuzugestaltenden Geländen" ersetzt.

3° In § 2 1° wird der Wortlaut "der Sanierung von stillgelegten Gewerbebetriebsgeländen und von" durch den Wortlaut "den neuzugestaltenden Gelände und den" ersetzt.

4° In Punkt 2° desselben Paragraphen wird der Wortlaut "für die Sanierung von stillgelegten Gewerbebetriebsgeländen und von Landschafts- und Umweltsanierungsgeländen" durch den Wortlaut "bezüglich der neuzugestaltenden Gelände und der Landschafts- und Umweltsanierungsgelände" ersetzt.

5° In Punkt 3° desselben Paragraphen wird der Wortlaut "an öffentliche Unternehmen für die Sanierung und Renovierung von stillgelegten Gewerbebetriebsgeländen" durch den Wortlaut "zugunsten von neuzugestaltenden Geländen" ersetzt.

**Art. 55** - In Artikel 184 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 2° wird der Wortlaut "entweder zur Sanierung und Renovierung von in dem in Artikel 168 § 4 genannten Umkreis befindlichen Immobiliargütern" durch den Wortlaut "in bezug auf die Neugestaltung von Geländen im Sinne von Artikel 167 und 182 oder auf die äußere Verschönerung von Wohngebäuden" ersetzt.

2° es wird ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«3° und zwar von einem Euro an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen des Privatrechts, die es vereinbaren, und die in Handlungen und Arbeiten bezüglich eines oder mehrerer Immobiliengüter, die innerhalb des Umkreises der in Artikel 167 und 182 erwähnten Gelände aufgenommen sind, drei Euro investieren, von denen mindestens zwei Euro für die Einrichtung oder die Schaffung von Wohnungen gewidmet werden, einschließlich der Handlungen und Arbeiten an diesem oder diesen Immobiliengütern.»

**Art. 56** - Jedes am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets anerkannte stillgelegte Gewerbebetriebsgelände gilt als neuzugestaltendes Gelände im Sinne von Artikel 169 § 4 sub Artikel 47.

Die Untersuchung jedes Antrags auf die Anerkennung des Umkreises eines Geländes, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets schon eingeleitet worden ist, kann aufgrund des vorliegenden Dekrets weitergeführt werden.

Jedes Landschafts- und Umweltsanierungsgelände, das in der in Artikel 182 des Gesetzbuches erwähnten und von der Regierung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets erlassenen Liste aufgeführt ist, gilt als Landschafts- und Umweltsanierungsgelände im Sinne vom durch das vorliegende Dekret abgeänderten Artikel 182 des Gesetzbuches.

*Abschnitt 2* — Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 27. Mai 2004  
zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände

**Art. 57** - In Artikel 9 des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Der 1. Paragraph wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 1 - Die Fälligkeit der Steuer sowie der Ablauf der Verjährung für die Beitreibung dieser Steuer werden für die neuzugestaltenden Gelände, die den Gegenstand des in Artikel 169, § 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Erlasses bilden, ausgesetzt. Diese Aussetzung läuft ab dem Datum dieses Erlasses.»

2° der § 3 wird aufgehoben.

3° Der § 4 wird zum § 3 und in diesem Paragraphen wird der Wortlaut "die Sanierung erfolgt ist" durch den Wortlaut "die Neugestaltung des Geländes durch den in Artikel 169 § 7 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Erlass festgestellt ist" ersetzt.

4° Der § 5 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 4 - Wenn das Gelände Gegenstand des in Artikel 181 oder 182 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Enteignungsverfahrens ist, werden die in § 2 erwähnten Steuern fällig und läuft die Verjährung ab dem Tag der in Paragraph 1 genannten anfänglichen Aussetzung wieder.»

5° Der § 6 wird zum Paragraphen 5 und in diesem Paragraphen wird der Wortlaut "in §§ 3 und 5" durch den Wortlaut "in § 4" ersetzt.

*Abschnitt 3* — Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 1. April 2004  
über die Reinigung der verschmutzten Böden und über die zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände

**Art. 58** - Im Dekret vom 1. April 2004 über die Reinigung der verschmutzten Böden und über die zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Die Artikel 7 bis 10, der Artikel 11, insofern er den Artikel 169 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe abgeändert und in dieses Gesetzbuch die Artikel 169 und 169/1 bis 169/11 eingefügt hat, der Artikel 12 bis 14, der Artikel 16 und der durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005 ersetzte Artikel 17 werden aufgehoben.

2° Artikel 20 wird aufgehoben.

3° In Artikel 59*ter* sub Artikel 21 wird in § 2, 2° und 3° der Wortlaut "oder eines Reinigungsplans im Sinne des CWATUP" gestrichen.

4° Artikel 25 wird aufgehoben.

5° In Artikel 14 Absatz 2 sub Artikel 26 werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a. in Punkt 5° wird der Wortlaut "die zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände" durch den Wortlaut "die neuzugestaltenden Gelände" ersetzt;

b. in Punkt 9° wird der Wortlaut "oder eines Reinigungsplanes im Sinne des CWATUP" gestrichen.

6° In Artikel 31 wird der Wortlaut "169 und 168 sub Artikel 11" gestrichen.

KAPITEL XI — *Schlussbestimmungen*

**Art. 59** - Für die Durchführung der am 30. August 2005 durch die Regierung angenommenen vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft können durch Dekret oder Erlass der Wallonischen Regierung der S.R.I.W. Aufgaben anvertraut werden.

Die Bestimmungen der Artikel 28 und 29 § 1 Absatz 2 und § 2 des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer Nationalen Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften finden Anwendung auf diese anvertrauten Aufgaben.

**Art. 60** - Mit Ausnahme von Artikel 43, der am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft tritt, wird das vorliegende Dekret am 1. Januar 2006 wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 23. Februar 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,  
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,  
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,  
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,  
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,  
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—  
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2005-2006.*

*Dokumente des Rates 296 (2005-2006), Nr. 1, 1bis bis 19.*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 22. Februar 2006.*

*Diskussion. Abstimmung.*

—  
VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 932

[2006/200752]

**23 FEBRUARI 2006. — Programmadecreet betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Agentschap voor economische stimulering en plaatselijke coördinatiestructuren*

**Artikel 1.** § 1. Er wordt een publiekrechtelijke vennootschap opgericht met als benaming "Agentschap voor economische stimulering", afgekort: "A.E.S."

§ 2. Zonder haar burgerlijk karakter te verliezen wordt het "A.E.S." in de vorm van een naamloze vennootschap opgericht. Ze is onderworpen aan de wetgevingen en reglementeringen die van toepassing zijn op de naamloze vennootschappen voor alles wat niet anders uitdrukkelijk voorzien is bij of krachtens dit decreet.

De faillissementswet van 8 augustus 1997, de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk concordaat en de artikelen 633, 634 en 645 van het Wetboek van vennootschappen zijn niet toepasselijk op het "A.E.S."

§ 3. Het "A.E.S." heeft een minimaal maatschappelijk kapitaal van vijfhonderd duizend euro. Het is volledig volgestort.

§ 4. Het merendeel van het maatschappelijk kapitaal van het "A.E.S." is in handen van het Gewest.

Onverminderd de statutaire bepalingen of een andersluidende beslissing van het "A.E.S." mag elke rechtspersoon participaties nemen in het kapitaal van het "A.E.S.". De participatie in het kapitaal behoeft de goedkeuring van de Regering.

§ 5. De maatschappelijke zetel van het "A.E.S." is gevestigd in Luik.

§ 6. De statuten van het "A.E.S." en de wijzingen ervan worden onderworpen aan de goedkeuring van de Regering.

**Art. 2.** § 1. Het "A.E.S." is belast met de uitbouw van het beleid voor economische stimulering in het Waalse Gewest.

Onder beleid voor economische stimulering wordt verstaan het geheel van de acties die de overheid onderneemt voor de valorisatie en de ontwikkeling van de gebiedseigen potentialiteiten van een territoriaal bestuur zowel op economisch als industrieel gebied.



§ 2. In het kader van de uitoefening van het door de Regering bepaalde beleid voor economische stimulering vervult het "A.E.S." de volgende opdrachten :

1° een meerjarig programma uitwerken, voorstellen en uitvoeren voor de begeestering en de begeleiding van de vennootschappen;

2° de meerjarige programma's voor de economische stimulering coördineren, die krachtens artikel 13 door de plaatselijke coördinatiestructuren overgemaakt zijn

3° een meerjarig programma uitwerken, voorstellen en uitvoeren voor het gevoelig maken voor het ondernemerschap en voor de oprichting van ondernemingen;

4° de door het Gewest gesubsidieerde operatoren inzake de begeestering en de begeleiding van vennootschappen in een netwerk bijeenbrengen;

5° voorlichtings-, bijstands- en coördinatie-acties ondernemen inzake de schepping van activiteiten en de differentiëring, met name pre-startpremies en consulting-premies;

6° overgaan tot de evaluatie van de acties voor de begeestering en de begeleiding van de vennootschappen die gevoerd zijn in het kader van het beleid voor economische stimulering, met name via tevredenheidsonderzoeken bij de rechthebbende vennootschappen;

7° overeenkomstig artikel 13 advies uitbrengen aan de Regering over elke aanvraag om erkenning als plaatselijke coördinatiestructuur;

8° het toezicht op de naleving van de erkenningsvoorwaarden van de plaatselijke coördinatiestructuren verrichten;

9° adviezen uitbrengen en aanbevelingen doen aan de Regering over elke kwestie betreffende de economische stimulering;

10° elke andere opdracht gebonden aan de economische stimulering aannemen, die door de Regering toevertrouwd is en die de economische ontwikkeling van het Waalse Gewest als doel heeft.

De Regering is ertoe gemachtigd om de uitvoeringsmodaliteiten van het deel of een gedeelte van de in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde opdrachten nader te bepalen.

§ 3. Een protocol zal de samenwerking regelen die tussen het "A.E.S." en de diensten van de Regering belast met de uitvoering van het economische beleid van het Waalse Gewest zal ontstaan.

§ 4. Het "A.E.S." voert de opdrachten uit die haar ten opzichte van haar maatschappelijk doel bij decreet of door de Regering overgedragen zijn op de wijze bepaald door deze laatste.

De verrichtingen van het "A.E.S." betreffende deze gemachtigde opdrachten worden afzonderlijk in haar rekeningen vermeld.

**Art. 3.** § 1. De raad van bestuur van het "A.E.S." bestaat uit leden die door de Regering worden benoemd en die als volgt verdeeld worden :

1° zes bestuurders die rechtstreeks door de Regering worden benoemd wegens hun bevoegdheden inzake economie en economische stimulering;

2° vier bestuurders benoemd op gezamenlijk voorstel van de Regering en van de representatieve werkgeversorganisaties zoals bedoeld in artikel 2, § 1, van het decreet van 25 mei 1983 wijzigende, wat betreft de Regionale Economische Raad voor Wallonië, de kader-wet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planificatie en de economische decentralisatie en een Economische en Sociale Raad voor het Waalse Gewest invoerende;

3° een bestuurder benoemd op voorstel van de coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid "Wallonie-Développement";

4° een bestuurder benoemd op voorstel van het economisch samenwerkingsverband van de ondernemings- en innovatiecentra.

§ 2. Elke aandeelhouder die minstens 5 % van het maatschappelijk kapitaal van het "A.E.S." bezit, kan een bijkomende bestuurder voordragen.

**Art. 4.** De voorzitter van de raad van bestuur wordt op eensluidend advies van de Regering aangewezen onder de leden bedoeld in artikel 3, § 1, 1°.

De ondervoorzitter van de raad van bestuur wordt op eensluidend advies van de Regering aangewezen onder de leden bedoeld in artikel 3, § 1, 2°.

**Art. 5.** Het mandaat van de bestuurder loopt vijf jaar.

Als een mandaat van bestuurder openstaat, wordt het voleindigd door zijn vervanger.

**Art. 6.** § 1. Het dagelijkse beheer van het "A.E.S." alsmede haar vertegenwoordiging in het kader van dit beheer worden waargenomen door een directeur.

Bij tijdelijke ontstentis wordt de directeur vervangen door een door hem aangewezen adjunct.

§ 2. De functie van directeur is onverenigbaar met die van bestuurder van het "A.E.S.".

**Art. 7.** De directeur van het "A.E.S." en de directeur van het Agentschap voor technologische stimulering hebben zitting met raadgevende stem binnen de raad van bestuur.

Het secretariaat van de raad van bestuur wordt door de directeur van het "A.E.S." waargenomen.

**Art. 8.** De statuten moeten voorzien in de organisatie van een oriëntatiecomité bestaande uit de vertegenwoordigers van de vakbondsorganisaties vertegenwoordigd in het bureau van de "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), van de voorzitter van de raad van bestuur en van de directeur.

**Art. 9.** De financiële bronnen van de "A.E.S." zijn afkomstig van :

1° toelagen ten laste van de begroting van het Waalse Gewest;

2° toelagen van publiekrechtelijke rechtspersonen;

3° de opbrengst van haar activiteiten en van haar vermogen;

4. giften en legaten.

**Art. 10.** Het "A.E.S." is onderworpen aan de controle van de Regering door bemiddeling van twee Regerings-commissarissen.

De Regering bepaalt de toelage die hun wordt toegekend. Deze toelage is ten laste van het "A.E.S." .

**Art. 11.** Het toezicht op de financiële toestand, op de jaarrekeningen en op de regelmatigheid ten opzichte van het Wetboek der vennootschappen en van de statuten van het "A.E.S." wordt toevertrouwd aan verschillende commissarissen die lid zijn van het instituut der bedrijfsrevisoren.

**Art. 12.** De band tussen het "A.E.S." en de leden van haar personeel is van contractuele aard.

**Art. 13. § 1.** Een plaatselijke coördinatiestructuur die de bestaande openbare en particuliere diensten voor economische stimulering omvat, wordt na advies van het "A.E.S." door de Regering erkend in elke van de geografische gebieden bepaald in § 2 van dit artikel.

De Regering bepaalt de voorwaarden en de procedure voor de erkenning van de plaatselijke coördinatiestructuren.

De plaatselijke coördinatiestructuren zijn de gesprekspartners en de bevoorrechte plaatselijke bemiddelaars van de Regering en van het "A.E.S." wat betreft de uitvoering en de ontwikkeling van het beleid voor economische stimulering van het Gewest. Ze voeren de opdrachten uit inzake de informatieverstrekking aan, de begeestering van en de buurtbegeleiding bij de vennootschappen die van hen afhangen. In dat kader voeren ze de acties uit die onder het toepassingsgebied van de bepaling van economische stimulering zoals bepaald in artikel 2, § 1, vallen.

Om in aanmerking te komen voor de openbare financiering in de uitvoering van die opdrachten maken de plaatselijke coördinatiestructuren het "A.E.S." een meerjarig programma voor economische stimulering van de vennootschappen die van hen afhangen, over, waarin de onderkende behoeften en de verstrekte antwoorden op het vlak van acties, operatoren en begrotingen, omschreven worden.

De regering keurt na advies van het "A.E.S." de meerjarige programma's voor economische stimulering goed.

§ 2. Een plaatselijke coördinatiestructuur wordt erkend in elke van de provincies Waals-Brabant, Luik, Namen en Luxemburg.

Twee plaatselijke coördinatiestructuren worden in de provincie Henegouwen erkend. De Regering bepaalt er de respectievelijke omtrek van.

#### HOOFDSTUK II. — *Agentschap voor technologische stimulering*

**Art. 14. § 1.** Er wordt een vennootschap van publiek recht opgericht met als benaming "Agence de stimulation économique (Agentschap voor technologische stimulering)", afgekort: "A.T.S."

§ 2. Zonder zijn burgerlijk karakter te verliezen wordt het "A.T.S." in de vorm van een naamloze vennootschap opgericht. Deze vennootschap is onderworpen aan de wetgevingen en reglementeringen die van toepassing zijn op de naamloze vennootschappen voor alles wat niet anders uitdrukkelijk voorzien is bij of krachtens dit decreet.

De faillissementswet van 8 augustus 1997, de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk concordaat en de artikelen 633, 634 en 645 van het Wetboek der vennootschappen zijn niet toepasselijk op het "A.T.S."

§ 3. Het "A.T.S." heeft een minimaal maatschappelijk kapitaal van vijfhonderdduizend euro. Het is volledig volgestort.

§ 4. Het merendeel van het maatschappelijk kapitaal van het "A.T.S." is in handen van het Gewest.

Onverminderd de statutaire bepalingen of een andersluidende beslissing van het "A.T.S." mag elke rechtspersoon participaties in het kapitaal van het "A.T.S." nemen. De participatie in het kapitaal behoeft de goedkeuring van de Regering.

§ 5. De maatschappelijke zetel van het "A.T.S." is gevestigd in Luik.

§ 6. De statuten van het "A.T.S." en de wijzigingen ervan worden aan de goedkeuring van de Regering onderworpen.

**Art. 15.** In het kader van de uitoefening van het door de Regering bepaalde beleid voor technologische stimulering vervult het "A.T.S." de volgende opdrachten :

- 1° de structurering van het Waals landschap inzake bemiddeling;
- 2° het voorstel van het programma van technologische stimulering voor het Waalse Gewest;
- 3° de coördinatie en de tenuitvoerlegging van het programma van technologische stimulering voor het Waalse Gewest goedgekeurd door de Regering;
- 4° de technologische bemiddeling inzake "initiatie van activiteiten", namelijk de samenwerking met het Agentschap voor economische stimulering;
- 5° het organiseren van een netwerk voor de drie grote operatoren, namelijk de universitaire valorisatoren, de technologische begeleiders in de onderzoekscentra en de technologische adviseurs;
- 6° het opmaken van overeenkomsten voor de operatoren, en, desgevallend, de afsluiting ervan;
- 7° de opvolging en de evaluatie van de overeenkomsten bedoeld in 6°;
- 8° het opstellen van de hulpmiddelen voor de interne werking van het netwerk;
- 9° de oriëntatie en de opvolging van de externe aanvragen naar de operatoren;
- 10° de organisatie en de verspreiding van informatie over het bemiddelingsaanbod in het Waalse Gewest;
- 11° de definitie van de criteria voor de erkenning van operatoren in het kader van de bemiddeling en de erkenning ervan;
- 12° het op peil brengen van de operatoren bedoeld in 5° en hun begeleiding;
- 13° de omschrijving van het profiel van de operatoren bedoeld in 5°;
- 14° elke door de Regering toevertrouwde opdracht in verband met technologische stimulering en die de technologische ontwikkeling van het Waalse Gewest als doel heeft;
- 15° adviezen uitbrengen en aanbevelingen doen aan de Regering over elke kwestie betreffende de technologische innovatie.

Het "A.T.S." mag elke handeling uitvoeren in verband met die opdrachten.

Het "A.T.S." ontwikkelt elke vorm van samenwerking met openbare of particuliere partners in verband met zijn opdrachten.

Een protocol zal de samenwerking regelen tussen het "A.T.S." en de diensten van de Regering belast met technologieën en onderzoek.

**Art. 16.** § 1. Het "A.T.S." wordt bestuurd door een raad van bestuur bestaande uit leden die door de Regering worden benoemd en die als volgt verdeeld worden :

1° zes overheidsbestuurders die rechtstreeks door de Regering worden benoemd wegens hun bevoegdheden inzake technologische stimulering;

2° drie personen ter vertegenwoordiging van verschillende industriële sectoren benoemd op gezamenlijke voordracht van de Regering en van de representatieve werkgeversorganisaties zoals bedoeld in artikel 2, § 1, van het decreet van 25 mei 1983 wijzigende, wat betreft de Regionale Economische Raad voor Wallonië, de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planificatie en de economische decentralisatie en een Economische en Sociale Raad voor het Waalse Gewest invoerende;

3° een persoon ter vertegenwoordiging van de erkende collectieve onderzoekscentra overeenkomstig artikel 4bis van het decreet van 5 juli 1990 over steun en bijdrage van het Waalse Gewest voor onderzoek en technologie;

4° een persoon ter vertegenwoordiging van het netwerk "Liaison Entreprises Universités" (samenwerking bedrijven universiteiten);

5° een persoon ter vertegenwoordiging van de sector technologisch advies.

§ 2. Elke aandeelhouder die minstens 5 % van het kapitaal in handen heeft, mag een bijkomende bestuurder voordragen.

§ 3. De voorzitter van de raad van bestuur wordt op eensluidend advies van de Regering aangewezen onder de leden bedoeld in paragraaf 1, 1°.

De vice-voorzitter van de raad van bestuur wordt op eensluidend advies van de Regering aangewezen onder de leden bedoeld in paragraaf 1, 2°.

**Art. 17.** Het mandaat van de bestuurder loopt vijf jaar.

Als een mandaat van bestuurder openstaat, wordt het voleindigd door zijn vervanger.

**Art. 18.** § 1. Het dagelijkse beheer van het "A.T.S." alsmede de vertegenwoordiging ervan in het kader van dit beheer worden waargenomen door een directeur.

Bij tijdelijke ontstentenis wordt de directeur vervangen door een door hem aangewezen adjunct.

§ 2. De functie van directeur is onverenigbaar met die van bestuurder van het "A.T.S."

**Art. 19.** De vergaderingen van de raad van bestuur van het "A.T.S." worden met raadgevende stem bijgewoond door :

1° de directeur van het "A.T.S.";

2° twee personeelsleden van de diensten van de Regering die belast zijn met onderzoek en economie, aangewezen door de Regering;

3° de directeur van het "A.E.S."

Het secretariaat van de raad van bestuur wordt door de directeur van het "A.T.S." waargenomen.

**Art. 20.** De raad van bestuur richt een stuurcomité op en stelt de leden van dit comité aan. Hij kan dit comité met name verzoeken om een advies uit te brengen over wetenschappelijke en technische beslissingen die genomen moeten worden.

**Art. 21.** De statuten moeten voorzien in de organisatie van een oriëntatiecomité bestaande uit de vertegenwoordigers van de vakbondsorganisaties vertegenwoordigd in het bureau van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), van de voorzitter van de raad van bestuur en van de directeur.

**Art. 22.** De financiële bronnen van het "A.T.S." zijn afkomstig van :

1° toelagen ten laste van de begroting van het Waalse Gewest;

2° toelagen van publiekrechtelijke rechtspersonen;

3° de opbrengst van haar activiteiten en van haar vermogen;

4° giften en legaten.

**Art. 23.** Het "A.T.S." is onderworpen aan de controle van de Regering door bemiddeling van twee Regeringscommissarissen.

De Regering bepaalt de toelage die hen wordt toegekend. Deze toelage is ten laste van het "A.T.S."

**Art. 24.** Het toezicht op de financiële toestand, op de jaarrekeningen en op de regelmatigheid ten opzichte van het Wetboek der vennootschappen en van de statuten van het "A.T.S." wordt toevertrouwd aan verschillende commissarissen-revisors die lid zijn van het instituut der bedrijfsrevisoren.

**Art. 25.** De band tussen het "A.T.S." en de leden van zijn personeel is van contractuele aard.

#### HOOFDSTUK III. — *Bepalingen gemeen aan de hoofdstukken I en II*

**Art. 26.** Artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder wordt aangevuld als volgt :

« 34° het Agentschap voor economische stimulering;

«35° het Agentschap voor technologische stimulering. »

**Art. 27.** Artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen wordt aangevuld als volgt :

« 33° het Agentschap voor economische stimulering;

34° het Agentschap voor technologische stimulering. »

**Art. 28.** Het Agentschap voor economische stimulering en het Agentschap voor technologische stimulering voeren hun opdrachten uit overeenkomstig de regels, de prioritaire doelstellingen, richtlijnen en evaluatiemodaliteiten die vastliggen in de met de Regering gesloten beheersovereenkomst.

De modaliteiten inzake het afsluiten van deze respectievelijke beheersovereenkomsten en de essentiële regels die er betrekking op hebben, worden bepaald door de Regering.

**Art. 29.** In artikel 1, § 2, van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij de decreten van 18 december 2003 en 1 april 2004 wordt een lid toegevoegd luidend als volgt :

« Voor het Agentschap voor economische stimulering en het Agentschap voor technologische stimulering is dit artikel toepasselijk op de financiële middelen voortvloeiend uit toelagen ten laste van de begroting van het Waalse Gewest. »

**Art. 30.** De raden van bestuur van het Agentschap voor economische stimulering en van het Agentschap voor technologische stimulering stellen jaarlijks, in de loop van het eerste semester, elk binnen zijn bevoegdheid, een activiteitenverslag van het vorig jaar op. Dit verslag wordt door hen aan de "Conseil économique et social de la Région wallonne" voorgelegd. Laatstgenoemde kan zijn opmerkingen binnen dertig dagen overmaken. Het verslag wordt, in voorkomend geval samen met de opmerkingen van de "Conseil", aan de Regering overgemaakt. De Regering stuurt het verslag naar de Waalse Gewestraad binnen een maand na ontvangst ervan.

#### HOOFDSTUK IV. — *Vrijstelling van de onroerende voorheffing op het materiaal en het gereedschap*

**Art. 31.** Artikel 253 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 6 juli 1992, vervangen bij de wet van 6 juli 1994 en gewijzigd bij de wet van 22 december 1998, alsmede bij de decreten van 6 december 2001, 22 oktober 2003, 18 december 2003 en 3 februari 2005 wordt gewijzigd als volgt :

1. het eerste lid van 3°*bis* wordt vervangen door volgende tekst :

« 3°*bis*. Onverminderd de bepalingen van 3°*ter*, nieuwe investeringen in materiaal en gereedschap bedoeld in artikel 471, § 3, verkregen of in nieuwe staat tot stand gebracht op het grondgebied van het Waalse Gewest vanaf 1 januari 2005, en volgens het volgende verschil : »;

2. er wordt een punt 3°*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« 3°*ter*. Nieuwe investeringen in materiaal en gereedschap bedoeld in artikel 471, § 3, verkregen of in nieuwe staat tot stand gebracht op het grondgebied van het Waalse Gewest vanaf 1 januari 2006; »;

3. in 4° worden de woorden "3°*ter*" ingevoegd tussen de woorden "niet hoger is" en de woorden "3°*bis*".

#### HOOFDSTUK VI. — *Afschaffing van de provinciale oppervlaktebelasting, belasting op de drijfkracht en compenserende industriebelasting*

**Art. 32.** § 1. In de zin van dit hoofdstuk wordt :

1° als een provinciale oppervlaktebelasting beschouwd, een belasting geheven door een provincie ten laste van elke natuurlijke of rechtspersoon die een industriële, handels-, ambachtelijke, financiële, land- of bosbouwbedrijf beheert, of een vrij beroep of een ambt, of ook elke zelfstandige beroepsactiviteit uitoefent waarvan het bedrag wordt berekend in functie van het geheel van de al dan niet bebouwde oppervlakte van het goed waarop deze persoon is gevestigd op het grondgebied van de provincie;

2° een belasting geheven door een provincie op de motoren als provinciebelasting op de drijfkracht beschouwd, ongeacht de vloeistof of de energiebron waarmee ze worden aangedreven, ten laste van elke natuurlijke of rechtspersoon die een industriële, handels-, ambachtelijke, financiële, land- of bosbouwactiviteit, een vrij beroep of een ambt uitoefent en waarvan het bedrag wordt berekend in functie van het vermogen van deze motoren;

3° als een provinciale compenserende industriebelasting beschouwd, een belasting geheven door een provincie op de verkoopwaarde op 1 januari 1975 van de al dan niet bebouwde gebouwen waarin een industriële, handels-, financiële, landbouw-, ambachtelijke of andere activiteit plaatsvindt, en op de gebruikswaarde op 1 januari 1975 van het materiaal en gereedschap ten laste van de belastingplichtige van de onroerende voorheffing en dit, ter compensatie voor deze goederen van de minderwaarde van de onroerende voorheffing voortvloeiend uit de niet-toepassing op deze goederen van de kadastrale perequatie aangenomen voor gewone goederen op 1 januari 1975.

§ 2. De provinciale oppervlaktebelasting wordt vanaf begrotingsjaar 2006 afgeschaft.

§ 3. De provinciale belasting op de drijfkracht en compenserende industriebelasting wordt vanaf 2006 afgeschaft op een degressieve wijze met 25 % per jaar.

§ 4. De provinciale belasting op de drijfkracht wordt vanaf 1 januari 2006 afgeschaft voor elke nieuwe investering verkregen of in nieuwe staat tot stand gebracht.

**Art. 33.** § 1. De impact van de afschaffing van de Henegouwse oppervlaktebelasting bedoeld in artikel 32, § 2, wordt van 2006 tot 2009 door het Gewest gecompenseerd d.m.v. het impulsfonds (reconversiegebieden) volgens de hierna vermelde modaliteiten : 100 % in 2006, 90 % in 2007, 85 % in 2008 en 75 % in 2009.

§ 2. De impact van de afschaffing van de provinciale belasting op de drijfkracht bedoeld in artikel 32, § 4, wordt door het Gewest gecompenseerd.

De verliezen voor de provincie Henegouwen worden tegen 80 % gecompenseerd; de andere betrokken provincies (Luik, Luxemburg en Namen) komen in aanmerking voor een compensatiepercentage van 85 %.

**Art. 34.** Artikel L2233-3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt vervangen als volgt :

« Art. L2233-3. Het bedrag van het provinciefonds wordt zodanig verdeeld dat het aandeel voor elke provincie wordt vastgesteld op :

1° 8,37 % voor Waals-Brabant;

2° 43,87 % voor Henegouwen;

3° 24,18 % voor Luik;

4° 8,6 % voor Luxemburg;

5° 14,98 % voor Namen.

in afwijking van het eerste lid, wordt dit aandeel voorlopig vastgesteld als volgt :

in 2006 :

1° 9,53 % voor Waals-Brabant;

2° 40,49 % voor Henegouwen;

3° 25,04 % voor Luik;

4° 9,26 % voor Luxemburg;

5° 15,68 % voor Namen;

in 2007 :

1° 9,14 % voor Waals-Brabant;

2° 41,63 % voor Henegouwen;

3° 24,75 % voor Luik;

4° 9,03 % voor Luxemburg;

5° 15,45 % voor Namen;

in 2008 :

1° 8,74 % voor Waals-Brabant;

2° 42,77 % voor Henegouwen;

3° 24,47 % voor Luik;

4° 8,81 % voor Luxemburg;

5° 15,21 % voor Namen.

**Art. 35.** Artikel L2233-4, lid 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt vervangen als volgt :

« Art. L2233-4. In 2006 wordt 16,41 % van het aandeel bedoeld in artikel L2233-3 bestemd voor de financiering van een partnerschap met het Gewest. Vanaf 2007 zal de regering de bedragen vaststellen die bestemd zullen worden voor de samenwerkingsverbanden.

Het partnerschap wordt geregeld door een overeenkomst tussen het Gewest en de provincie, waarin deze zich ertoe verbindt acties tot stand te brengen in gewestelijke aangelegenheden, in het kader waaromtrent beide partijen zijn overeengekomen. De provincie verbindt zich ertoe dit aandeel te gebruiken op een gecoördineerde wijze die niet concurrerend is met de gewestelijke acties.

De partnerschapsovereenkomst heeft een duur van drie jaar die ingaat op 1 januari van het eerste of vierde jaar dat volgt op de verkiezing van de provincieraad.

De overeenkomst bepaalt :

1° de doelstellingen toegewezen aan de partijen, met inbegrip van de tussendoelstellingen verbonden met de in artikelen L2233-6 tot L2233-8 bedoelde evaluaties;

2° de termijnen voor de uitvoering van die doelstellingen;

3° de te gebruiken middelen om die doelstellingen te halen;

4° de evaluatiecriteria betreffende de uitvoering van de overeenkomst. »

#### HOOFDSTUK VI. — *Afschaffing van de gemeentebelasting op drijfkracht*

**Art. 36.** § 1. In de zin van dit hoofdstuk wordt als gemeentebelasting op drijfkracht beschouwd een belasting die op de motoren geheven wordt door een gemeente, ongeacht de vloeistof of de energiebron waarmee ze worden aangedreven, ten laste van elke natuurlijke of rechtspersoon die een industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwonderneming uitbaat of een vrij beroep of een ambt uitoefent, en waarvan het bedrag berekend wordt op de motorkracht.

§ 2. De gemeentebelasting op de drijfkracht wordt vanaf 1 januari 2006 afgeschaft voor elke nieuwe investering die nieuw aangekocht of samengesteld wordt vanaf 1 januari 2006.

**Art. 37.** De impact van de afschaffing van de gemeentebelasting op de drijfkracht bepaald in artikel 36, § 2, wordt volledig door het Gewest gecompenseerd.

#### HOOFDSTUK VII. — *Stedelijke en landelijke vrijzones*

**Art. 38.** § 1. De Regering baken de volgende gebieden af :

1° stedelijke vrijzones, ook "gebieden die in aanmerking komen voor het impulsfonds ten gunste van de omschakelings- of bijzonder achtergestelde gebieden" genoemd;

2° landelijke vrijzones, ook "gebieden die in aanmerking komen voor het impulsfonds ten gunste van de landelijke economische ontwikkeling" genoemd.

§ 2. De vrijzones bedoeld in § 1 zijn gebieden die krachtens dit decreet of enige andere wets- of regelgevende bepaling in aanmerking komen voor een positieve discriminatieregeling met het oog op hun heropleving.

§ 3. De stedelijke vrijzones bedoeld in § 1 kunnen betrekking hebben op gemeentelijke grondgebieden van drieërlei soort :

a. gemeentelijke grondgebieden waarvan de regering vindt dat ze op economisch vlak onder structurele moeilijkheden lijden en die in door de regering bepaalde bestuurlijke arrondissementen gelegen zijn;

b. gemeentelijke grondgebieden waarvan de regering vindt dat ze het slachtoffer zijn van een economische schok die ernstige gevolgen kan hebben op de plaatselijke economie;

c. bedrijfsruimten die grenzen aan een gewestelijke luchthaven.

§ 4. De landelijke vrijzones bedoeld in § 1 zijn gemeentelijke grondgebieden die de regering heeft bepaald en waarvan de regering vindt dat ze problemen ondervinden vanwege hun afgelegen karakter en sociaal-economische moeilijkheden en die op grond van gegevens van het Nationaal Instituut voor de Statistiek een bevolkingsdichtheid vertonen die resoluut onder de honderdvijftig inwoners per vierkante kilometer ligt.

§ 5. De regering hanteert evaluatie-instrumenten om de doeltreffendheid van de positieve discriminatiemaatregelen bedoeld in § 2 in te schatten en laatstgenoemden te beëindigen zodra de sociaal-economische ongelijkheid die bestreden wordt, verdwenen is.

HOOFDSTUK VIII. — *Financiering van ontsluitingsinfrastructuren voor economische activiteiten en andere economische ontwikkelingsprojecten in de stedelijke en landelijke vrijzones*

*Afdeling I.* — Bepalingen gemeen aan het impulsfonds ten gunste van de omschakelings- of bijzonder achtergestelde gebieden en aan het impulsfonds voor de landelijke economische ontwikkeling

**Art. 39.** § 1. De bepalingen van deze afdeling gelden voor de financiering van projecten gelegen in de gebieden die in aanmerking komen voor het impulsfonds ten gunste van de omschakelings- of bijzonder achtergestelde gebieden en in de gebieden die in aanmerking komen voor het impulsfonds voor de landelijke economische ontwikkeling.

§ 2. Artikel 1 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid wordt gewijzigd als volgt :

1° in punt 5° worden de woorden "in de door de regering erkende omtrek" vervangen door de woorden "in de omtrek van erkenning vastgesteld door de regering; de omtrek bevat de wegen, de gronden die bij de wegen worden ingedeeld en de onroerende goederen waarop economische activiteiten gelokaliseerd zullen worden, die tot de vestiging en bereikbaarheid ervan bijdragen en die de uitbreiding van de vestiging mogelijk en de bestaande activiteiten bereikbaar maken;

2° in punt 7° worden tussen "pand" en "dat" de woorden "al dan niet gelegen in de omtrek van erkenning" ingevoegd;

3° artikel 1 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

"10° "werkplaats voor gedeeld werk" : het doorgangsgebouw waarin meerdere ondernemingen of hun personeel over gemeenschappelijke ondersteunende productie-instrumenten en uitrustingen beschikken die hun creatie, vestiging en totstandkoming dienen te begunstigen;

11° "het ondernemingscentrum" : het gebouw bestaande uit kantoren of werkplaatsen die tijdelijk ter beschikking worden gesteld van ten minste zes jonge ondernemingen waar deze beschikken over gemeenschappelijke diensten en uitrustingen. »

§ 3. In artikel 16 van hetzelfde decreet wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De Regering bepaalt de omtrek van erkenning.

De doorgangsgebouwen, de werkplaatsen voor gedeeld werk of de ondernemingscentra kunnen buiten een omtrek van erkenning gelegen zijn.

Er zal altijd worden geëist dat de subsidies terug worden betaald indien het onttrekken aan hun bestemming van een doorgangsgebouw, een werkplaats voor gedeeld werk of een ondernemingscentrum die buiten een omtrek van erkenning gelegen zijn, een inkomstenbron uitmaken voor de subsidiegerechtigde. Dat zal meer bepaald het geval zijn wanneer de rechtstreekse of onrechtstreekse overdracht van een recht van opstal- of erfpacht op het goed onder bezwarende titel gebeurt of wanneer de overdracht om niet voor de subsidiegerechtigde een bron van inkomsten is.

Totale terugbetaling geschiedt indien de inkomsten hoger zijn dan of gelijk zijn aan de subsidies en ten belope van de bedragen van de inkomsten indien deze lager zijn. »

§ 4. In artikel 18, § 1, lid 1, van hetzelfde decreet worden na het woord "doorgangsgebouwen" de woorden "werkplaats voor gedeeld werk, ondernemingscentrum" ingevoegd.

§ 5. In artikel 18, § 2, van hetzelfde decreet wordt tussen het woord "incubatoren" en het woord "doorgangsgebouwen" het woord "dienstencentrum" ingevoegd.

**Art. 40.** Mits inachtneming van de begrotingsperken van het impulsfonds ten gunste van de omschakelings- of de bijzonder achtergestelde gebieden en van het impulsfonds voor de landelijke economische ontwikkeling en mits inachtneming van de Europese bepalingen kan het percentage van de bestaande subsidies bedoeld bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid en de uitvoeringsbesluiten ervan zoals omschreven in artikel 1, 7° tot en met 11°, van hetzelfde decreet, verhoogd worden in de stedelijke en de landelijke vrijzones met 10 % van de kostprijs van de investering.

De kostprijs van de investering is die, welke in de aanvankelijke subsidieaanvraag wordt vermeld.

De verhoging van het subsidiebedrag wordt toegewezen zonder rekening te houden met de eventuele maximumbedragen opgenomen in de wet- of regelgeving krachtens welke de aanvankelijke subsidie wordt verleend.

*Afdeling 2.* — Bepalingen eigen aan het impulsfonds voor de landelijke economische ontwikkeling

**Art. 41.** Voor de creatie en de ontwikkeling van economische activiteiten in de landelijke vrijzones bedoeld in artikel 38 kan de regering de bestaande subsidies verhogen overeenkomstig de bepalingen van deze afdeling onder gebruikmaking van de begrotingsmiddelen van het impulsfonds voor de landelijke economische ontwikkeling.

**Art. 42.** § 1. Mits inachtneming van de begrotingsperken van het impulsfonds voor de landelijke economische ontwikkeling en mits inachtneming van de Europese bepalingen kan het bedrag van de bestaande subsidies verhoogd worden met 25 % van de kostprijs van de investering zonder dat het aldus verhoogde percentage evenwel meer mag bedragen dan 90 % van die kostprijs.

De kostprijs van de investering is die, welke in de aanvankelijke subsidieaanvraag wordt vermeld.

In afwijking van lid 1 kan het bedrag van de subsidies toegekend aan de werkplaatsen voor gedeeld werk zoals omschreven in artikel 1, 10°, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid verhoogd worden met 40 % van de kostprijs van de investering zonder dat het aldus verhoogde bedrag meer mag bedragen dan 90 % van die kostprijs.

De verhoging van het subsidiebedrag wordt toegewezen zonder rekening te houden met de eventuele maximumbedragen opgenomen in de wet- of regelgeving krachtens welke de aanvankelijke subsidie wordt verleend.

§ 2. De in aanmerking komende investeringen betreffen volgende projecten :

1° de werkplaatsen voor gedeeld werk zoals omschreven in artikel 1, 10°, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid;

2° de onroerende investeringen betreffende coöperatieve vennootschappen voor het gebruik van landbouwmateriaal bedoeld bij artikel 1, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de steun aan de Landbouw;

3° de projecten voor de diversifiëring van de agrovoeding ter begunstiging van de productie, de verwerking en de verhandeling zoals aangevat door een landbouwer in de zin van artikel 1, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw, alsmede de projecten die tot stand komen in het kader van het decreet van 6 juni 1991 betreffende de plattelandsontwikkeling en het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen en het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen;

4° de incubatoren, de ondersteunende dienstencentra, de doorgangsgebouwen en de ondernemingscentra zoals omschreven in artikel 1 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor de economische bedrijvigheid;

5° de ontwikkelingsprojecten ter zake van hernieuwbare energie zoals bedoeld in de aanhef van het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector, in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen.

§ 3. Om in aanmerking te komen voor een verhoging van de subsidie zoals bepaald in § 1 moeten de investeringen in aanmerking komen voor een subsidie krachtens volgende bepalingen en hun uitvoeringsbesluiten :

1° het decreet van 6 juni 1991 betreffende de afvalstoffen;

2° het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

3° het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

4° het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen;

5° het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid;

6° het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen en het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen;

7° het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw, voorzover die enkel verleend wordt voor projecten die vallen onder het toepassingsgebied van het impulsfonds voor de landelijke economische ontwikkeling zoals omschreven in artikel 42, § 2;

8° het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector.

§ 4. De regering is gemachtigd om de verdeelsleutel van de begrotingsmiddelen vermeld in het impulsfonds voor de landelijke economische ontwikkeling vast te stellen op grond van het type operatoren naar gelang zij publiek dan wel privé zijn, en van het type projecten zoals opgenomen in de lijst van § 2, en van het type wetgeving zoals opgenomen in de lijst van § 3.

§ 5. De investeringen betreffende § 2, 1°, die niet in aanmerking komen in het kader van de bepalingen opgenomen in § 3, worden gesubsidieerd voor maximum 90 % met een maximumbedrag van 100.000 euro per subsidiegerechtigde over een periode van drie jaar, volgens een procedure voor de oproep tot de indiening van projecten waarvan de regering de toekenningsvoorwaarden en -wijze vastlegt.

#### HOOFDSTUK IX. — *De afschaffing van de scheepvaartrechten*

**Art. 43.** § 1. In het koninklijk besluit van 15 oktober 1935 tot invoering van het algemeen reglement der scheepvaartwegen van het Koninkrijk, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 mei 1975, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 april 1981, wordt artikel 79 aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

« § 4. De in deze bepaling bedoelde rechten worden echter teruggebracht tot 0 euro per tonkilometer op alle door het Waalse Gewest beheerde bevaarbare waterlopen. »

§ 2. In hetzelfde koninklijk besluit wordt artikel 80 aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

« § 3. De in deze bepaling bedoelde rechten worden echter teruggebracht tot 0 euro per schip op alle door het Waalse Gewest beheerde bevaarbare waterlopen. »

§ 3. In hetzelfde koninklijk besluit wordt artikel 83 aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

« § 5. De in deze bepaling bedoelde rechten worden echter teruggebracht tot :

- 0 euro per paardekrachtkilometer voor de toepassing van § 1;

- 0 euro per sleep- of duwboot voor de toepassing van § 2 op alle door het Waalse Gewest beheerde bevaarbare waterlopen. »

§ 4. In hetzelfde koninklijk besluit wordt artikel 84 aangevuld met een § 4, luidend als volgt :

« § 4. De in deze bepaling bedoelde rechten worden echter teruggebracht tot :

- 0 % van de bruto-ontvangst voor de toepassing van § 1;

- 0 euro per persoon voor de toepassing van § 3 op alle door het Waalse Gewest beheerde bevaarbare waterlopen. »

§ 5. In hetzelfde koninklijk besluit wordt artikel 87 aangevuld met een § 4, luidend als volgt :

« § 4. Deze bepaling is niet meer van toepassing op de in het Waalse Gewest gelegen bevaarbare waterlopen. »

§ 6. In hetzelfde koninklijk besluit, aan het einde van het opschrift van Titel II - Inschrijven, meten en slopen der vaartuigen - scheepvaartrechten, wordt het woord "vaarvergunning" toegevoegd.

In deze titel II wordt een hoofdstuk III "Afgifte van de vaarvergunning" ingevoegd, bevattend het volgende artikel :

« Art. 88bis. § 1. Elke schipper moet de noodzakelijke gegevens voor de afgifte van de vergunning aan de beheerder overmaken, die daarvan de lijst opmaakt.

§ 2. Het afgeven gebeurt hetzij vóór, hetzij tijdens de reis.

In het eerste geval gebeurt het hetzij door het kantoor dat het dichtst bij het afvaartpunt van het schip ligt, hetzij d.m.v. een gelijkwaardig systeem. In het tweede geval gebeurt het op het eerste kantoor dat het schip onderweg tegenkomt.

De lijst van de kantoren die de vaarvergunning verstrekken en het of de gelijkwaardige systemen worden opgemaakt door de beheerder.

§ 3. De vergunning wordt geacht gehouden te zijn door de schipper zodra hij het door het kantoor toegekende officiële reisnummer heeft ontvangen.

§ 4. Elke schipper is verplicht de beheerder, d.m.v. door laatstgenoemde vastgestelde middelen, elke wijziging mee te delen van de gegevens die staan vermeld op de in § 1 bedoelde lijst.

§ 5. Het cognossement en de meetbrief alsook het meegedeelde officiële reisnummer moeten voorgelegd worden bij elke aanzegging van het door de beheerder aangewezen toezichtspersoneel. »

§ 7. In artikel 2 van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de aanvullende Financiering van de Infrastructuren), gewijzigd bij artikel 1 van het decreet van 4 februari 1999 en bij artikel 1 van het decreet van 27 november 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, derde lid, worden de volgende woorden geschrapt :

« - het "Canal du Centre";

- de vierde sluis van Lanaye; »;

2° in § 2 worden de woorden "en de binnenwaterwegen" geschrapt;

3° er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

" § 3. De maatschappij is ook belast, onder bezwarende titel, met het beheer van de werking van de rivierinfrastructuren van gewestelijk belang waarvoor zij de financiering, de oprichting, het onderhoud en de uitbating op zich neemt.

Onder werkingsbeheer wordt verstaan de uitvoering van materiële diensten die bestaan uit het beheer van de werking van de infrastructuur, met inbegrip van de voor die werking en voor het gebruik van die infrastructuur noodzakelijke diensten met het oog op de verlening door het Waalse Gewest van de openbare diensten verbonden met de bevaarbare waterwegen en het optimaal gebruik van genoemde waterwegen in het Waalse Gewest, alsook de verantwoordelijkheid over die werking en de toekenning van het gebruiksrecht op die infrastructuur.

Onder rivierinfrastructuur van gewestelijk belang wordt verstaan :

- het "Canal du Centre";

- de vierde sluis van Lanaye.

De in het derde lid bedoelde lijst kan door de Regering worden aangevuld om er infrastructuur aan toe te voegen die aansluiten op een Trans-Europees communicatienetwerk.

Onder die infrastructuur bepaalt de Regering die welke door de maatschappij uitgevoerd worden.

De financiële programmering van de werken wordt beslist door de raad van bestuur van de maatschappij en behoeft de goedkeuring van de Regering. »

§ 8. In artikel 8bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 6 van het decreet van 4 februari 1999 en gewijzigd bij artikel 7 van het decreet van 27 november 2003, wordt § 4, tweede lid, opgeheven.

§ 9. In artikel 11 van hetzelfde decreet, vervangen bij artikel 7 van het decreet van 4 februari 1999 en gewijzigd bij artikel 10 van het decreet van 27 november 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1°, worden de woorden "en in § 3" ingevoegd na de woorden "alsook die bedoeld in § 2";

2° er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De maatschappij ontvangt inkomsten als tegenprestatie voor haar beheersdiensten m.b.t. de werking van de rivierinfrastructuur van gewestelijk belang waarvoor voor de financiering, de oprichting, het onderhoud en de uitbating op zich neemt.

Wanneer voornoemde rechten worden geheven ten laste van het Gewest, wordt een overeenkomst gesloten tussen de Regering en de maatschappij. Die overeenkomst bepaalt het bedrag van de in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde inkomsten volgens elk economisch criterium dat vastgesteld is op grond van de aard van de aan de maatschappij toevertrouwde infrastructuur, met name de verkeersdichtheid en de gebruiksgraad van die infrastructuur, de last die het vervoermiddel waarvoor die infrastructuur werkelijk vereist zijn, met zich meebrengt en de totaalduur van hun werking. »

§ 10. Artikel 8 van het decreet van 4 februari 1999 tot wijziging van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" wordt geschrapt.

**HOOFDSTUK X. — Wijzigingen in het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium van 27 mei 2004 waarbij een belasting op afgedankte bedrijfsruimten wordt ingevoerd, in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en in het decreet van 1 april 2004 betreffende de sanering van verontreinigde bodems en te herontwikkelen bedrijfsruimten**

*Afdeling I. — Bepalingen tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium*

**Art. 44.** Het eerste lid van artikel 25 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt gewijzigd als volgt :

« Het gewestplan bestaat uit gebieden die voor bebouwing bestemd zijn en uit gebieden die niet voor bebouwing bestemd zijn. »



**Art. 45.** Artikel 34bis van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 46.** In artikel 49, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "of de ontsluiting van een herontwikkelingsgebied met het oog op de bestemming ervan als gemengde of industriële bedrijfsruimte" geschrapt.

**Art. 47.** Artikelen 167 tot 169 van hetzelfde Wetboek worden gewijzigd als volgt :

« HOOFDSTUK I. — *Te herontwikkelen bedrijfsruimten*

Art. 167. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° "bedrijfsruimte" : een onroerend goed of een geheel van onroerende goederen dat bestemd was voor een andere activiteit dan huisvesting en waarvan het behoud in zijn huidige toestand strijdig is met de goede inrichting van de plaats of een destructureering van het stadsweefsel uitmaakt; de activiteit van elke natuurlijke of rechtspersoon die niet voldoet aan de wettelijke bepalingen die de uitoefening van zijn activiteit regelen wordt geacht niet uitgeoefend te zijn; de bedrijfsruimte wordt afgebakend door een omtrek die het geheel van bovenbedoelde onroerende goederen omvat; de omtrek kan ook het volgende bevatten :

a. één of meerdere onroerende goederen of delen ervan die nog bestemd zijn voor een activiteit, op voorwaarde dat de herinrichting van de bedrijfsruimte de voortzetting ervan toelaat;

b. één of meerdere onroerende goederen of delen ervan gebruikt als zetel van een activiteit maar waarvan de bestemming herroepbaar is;

c. één of meerdere onroerende goederen of gedeelten ervan die gebruikt worden of bestemd zijn voor huisvesting;

2° "herinrichting van een bedrijfsruimte" : de uitvoering van herontwikkelings- of saneringshandelingen en -werken in de zin van artikel 2, 10°, sub artikel 26 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de sanering van verontreinigde bodems en te herontwikkelen bedrijfsruimten, van renovatiewerken- en handelingen op de in punt 1° bedoelde bedrijfsruimte alsook van bouw- of herbouwwerken en -handelingen op genoemde bedrijfsruimte met inbegrip van de desbetreffende onderzoeken; de Regering kan de lijst van de handelingen en werken vaststellen.

Art. 168. De in artikel 167 bedoelde omtrek maakt het voorwerp uit van een verslag over de milieueffecten, dat het volgende bevat :

1° de verantwoordiging van de herinrichting van de bedrijfsruimte ten aanzien van artikel 1, § 1;

2° de menselijke en milieukeurmerken van de bedrijfsruimte en van diens mogelijkheden, evenals de vermoedelijke ontwikkeling van de milieutoestand indien de bedrijfsruimte niet wordt heringericht;

3° de in het kader van de herinrichting van de bedrijfsruimte uit te voeren maatregelen ter voorkoming of beperking van de negatieve effecten die de bedrijfsruimte kenmerken;

4° de relevante doelstellingen ter zake van de milieubescherming en de wijze waarop zij in overweging worden genomen in het kader van de herinrichting van de bedrijfsruimte;

5° het voorstellen van mogelijke herinrichtingsalternatieven en de verantwoordiging ervan al naar gelang van de punten 1° tot en met 4°;

6° een omschrijving van de gekozen evaluatiemethode en van de ontstane problemen;

7° de maatregelen die in acht worden genomen om de opvolging van de herinrichting van de bedrijfsruimte te waarborgen;

8° een niet-technische samenvatting van bovenbedoelde informaties.

Wanneer de herinrichting van de bedrijfsruimte geen niet te verwaarlozen effecten zou kunnen hebben op het milieu of zij betrekking heeft op een klein gebied op plaatselijk vlak, beslist de Regering, na raadpleging van de gemeentelijke commissie zoals bedoeld in artikel 4, eerste lid, 3° of, bij ontstentenis, van de gewestelijke commissie en van de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Raad voor Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling), dat over genoemde herinrichting geen milieueffectenverslag moet worden opgesteld.

Art. 169. § 1. De Regering kan besluiten tot de herinrichting van een site waarvan zij de omtrek vastlegt, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van een gemeente, een intercommunale met ruimtelijke ordening of huisvesting als maatschappelijk doel, een vereniging van gemeenten, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een gemeentebedrijf, de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) en de door haar erkende openbare vastgoedmaatschappijen, de "Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement" (Openbare maatschappij voor hulpverlening inzake de verbetering van het leefmilieu) bedoeld in artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, één of meer eigenaars of houders van een zakelijk recht.

§ 2. De Regering geeft per post kennis van het besluit bedoeld in § 1 en legt het, desgevallend samen met het milieueffectrapport, voor advies over :

1° aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente(n) van de plaats waar het onroerend goed gelegen is;

2° op grond van de kadastrale gegevens, aan de betrokken eigenaars;

3° aan de commissie bedoeld in artikel 5;

4° aan de commissie bedoeld in artikel 7 indien ze bestaat;

5° als de omtrek het voorwerp is van een milieueffectrapport, aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Milieuraad voor de Duurzame Ontwikkeling);

6° aan elke persoon, instantie of dienst waarvan zij het advies nuttig acht.

§ 3. Binnen vijftien dagen na de kennisgeving bedoeld in § 2 is (zijn) de eigenaar(s) verplicht haar mee te delen aan elke houder van een zakelijk recht, aan elke huurder of bezetter van bedoeld onroerend goed, alsook aan elke persoon die hij (zij) met de uitvoering van werkzaamheden op bedoeld goed belast of daartoe gemachtigd zou(den) hebben. Deze verplichting staat vermeld in de kennisgeving die aan elke eigenaar gezonden wordt.

De bestemmelingen van de kennisgeving bedoeld in § 2 richten hun adviezen schriftelijk aan de Regering binnen dertig dagen na de kennisgeving. Zo niet wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Binnen vijf dagen na ontvangst van de kennisgeving bedoeld in § 2 laat het college van burgemeester en schepenen overeenkomstig artikel 4 gedurende vijftien dagen een openbaar onderzoek uitvoeren.

§ 4. De Regering legt de omtrek van de herin te richten site definitief vast binnen zestig dagen na de kennisgeving bedoeld in § 2.

Het besluit wordt bij bericht bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen*. Het wordt per post meegedeeld aan de bestemmelingen bedoeld in § 2 en overgeschreven op het hypotheekkantoor. Dat besluit vervangt het besluit bedoeld in § 1.

§ 5. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de kennisgeving bedoeld in § 4, geeft (geven) de eigenaar(s) kennis ervan aan elke houder van een zakelijk recht, aan elke huurder of bezetter van bedoeld onroerend goed, op straffe hoofdelijk verantwoordelijk te worden gesteld voor het herstel van de plaats bevolen door de rechtbank overeenkomstig artikel 155.

Deze verplichting staat vermeld in de kennisgeving die aan elke eigenaar gezonden wordt.

§ 6. De omtrek bedoeld in artikel 167 kan door de Regering gewijzigd worden. De bepalingen die de vastlegging van de in artikel 167 bedoelde omtrek regelen zijn toepasselijk op de herziening ervan.

§ 7. Na herinrichting van de site wordt de in artikel 167 bedoelde omtrek bij besluit van de Regering opgeheven. Het besluit wordt bekengemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Het wordt per post meegedeeld aan de bestemmingen bedoeld in § 2 en overgeschreven op het hypotheekkantoor. Dat besluit vervangt het besluit bedoeld in § 4.

§ 8. De Regering kan uitvoeringsbepalingen voor dit artikel vastleggen. »

**Art. 48.** In artikel 171 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "in artikel 169, § 1, tot aan het einde van de werken, dat vastgesteld wordt op de door de Regering bepaalde wijze," vervangen door de woorden "in artikel 169, § 2, tot aan de inwerkingtreding van het besluit bedoeld in artikel 169, § 7";

2° in hetzelfde lid worden de woorden "te vernieuwen" vervangen door de woorden "herin te richten";

3° in § 3 worden de woorden "van 500 tot 5.000 frank" vervangen door de woorden "van 12,5 tot 125 euro";

4° § 4 wordt geschrapt.

**Art. 49.** In artikel 175 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "gelegen zijn in een gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat" vervangen door de woorden "gelegen zijn in een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen";

2° in hetzelfde lid worden de woorden "afgedankte bedrijfsruimte" vervangen door de woorden "herin te richten site".

**Art. 50.** Het eerste lid van artikel 181 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende leden :  
"De Regering kan besluiten tot de onteigening ten algemene nutte van onroerende goederen die gelegen zijn :

1° in de omtrek van een herin te richten site bedoeld in artikel 167;

2° in een bevoorrecht initiatiefgebied;

3° in een omtrek van stadsheropleving;

4° in een omtrek van stadsvernieuwing.

Als onteigenende macht mogen optreden het Gewest, de gemeenten, de autonome gemeentebedrijven, de intercommunales met ruimtelijke ordening of huisvesting als maatschappelijk doel en de openbare instellingen en organen die krachtens de wet of het decreet bevoegd zijn om ten algemene nutte te onteigenen. »

**Art. 51.** Het opschrift van hoofdstuk III van titel II van boek II van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de woorden "van gewestelijk belang en instandhouding van de schoonheid van de landschappen".

**Art. 52.** In artikel 182 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "afgedankte bedrijfs-" geschrapt;

2° in hetzelfde lid worden de woorden "van gewestelijk belang en" tussen de woorden "de sanering is" en het woord "prioritair" ingevoegd;

3° in het tweede lid van dezelfde paragraaf worden de woorden "afgedankt is en" geschrapt;

4° in het derde lid van dezelfde paragraaf worden de woorden "of subsidieert" tussen de woorden "à sa charge" en de woorden "son acquisition" ingevoegd.

5° in § 2, eerste lid, worden de woorden "afgedankte bedrijfsruimte" vervangen door de woorden "herin te richten site";

6° in het tweede lid van dezelfde paragraaf worden de woorden "publique d'aide à la qualité de l'environnement" bedoeld in artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen ingevoegd tussen de woorden "van de "société"" en de woorden "van een intercommunale";

7° in § 4 worden de woorden "De werken" vervangen door de woorden "De saneringswerken".

**Art. 53.** In het opschrift van hoofdstuk IV van titel II van boek II van hetzelfde Wetboek worden de woorden "te renoveren afgedankte bedrijfsruimten en van de sites voor de prioritaire landschappelijke sanering" vervangen door de woorden "herin te richten sites en sites voor landschappelijke en milieusanering".

**Art. 54.** In artikel 183bis van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "voor de sanering van de te renoveren afgedankte bedrijfsruimten" vervangen door de woorden "van de herin te richten sites";

2° in het tweede lid, 2°, van dezelfde paragraaf worden de woorden "afgedankte bedrijfsruimten" vervangen door de woorden "herin te richten sites";

3° in § 2, 1°, worden de woorden "ter sanering van de te renoveren afgedankte bedrijfsruimten" vervangen door de woorden "van de herin te richten sites";

4° in punt 2° van dezelfde paragraaf worden de woorden "ter sanering en renovatie van de te renoveren afgedankte bedrijfsruimten" vervangen door de woorden "van de herin te richten sites";

5° in punt 3° van dezelfde paragraaf worden de woorden "aan de openbare ondernemingen met het oog op de sanering en de renovatie van de te renoveren afgedankte bedrijfsruimten" vervangen door de woorden "ten gunste van de herin te richten sites".

**Art. 55.** In artikel 184 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht : 1° in punt 2° worden de woorden "met het oog op hetzij de sanering en de vernieuwing van onroerende goederen die gelegen zijn binnen het gebied bedoeld in artikel 168, § 4, hetzij de uiterlijke vernieuwing en verfraaiing van woongebouwen." vervangen door de woorden "die betrekking hebben op de herinrichting van sites bedoeld in de artikelen 167 en 82 of op de uiterlijke verfraaiing van de woongebouwen";

2° er wordt een punt 3° ingevoegd, luidend als volgt :

« 3° van één euro aan één of meer privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen die het overeenkomen en die drie euro investeren in handelingen en werken betreffende één of meer onroerende goederen gelegen in de omtrek van de sites bedoeld in de artikelen 167 en 182, waarvan minstens twee euro dienen voor de inrichting of de verwezenlijking van woningen, met inbegrip van de handelingen en werken voor de herinrichting van bedoeld(e) onroerend goed(eren). »

**Art. 56.** Elke site die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet als afgedankte bedrijfsruimte erkend is, heeft de hoedanigheid van herin te richten site in de zin van artikel 169, eerste lid, 2°, sub, artikel 47.

Het onderzoek van elke aanvraag tot herkenning van de omtrek van een site dat vóór de inwerkingtreding van dit decreet opgestart werd, mag voortgezet worden op basis van dit decreet.

Elk gebied voor landschappelijk en milieuherstel dat voorkomt op de lijst bedoeld in artikel 182 van het Wetboek en vastgelegd door de Regering vóór de inwerkingtreding van dit decreet heeft de hoedanigheid van gebied voor landschappelijk en milieuherstel in de zin van artikel 182 van het bij dit decreet gewijzigde Wetboek.

*Afdeling 2. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten*

**Art. 57.** In artikel 9 van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 1. de opeisbaarheid van de belasting alsmede de looptijd van de verjaring van de invordering ervan worden opgeschort wat betreft de te herinrichten sites die het voorwerp zijn van het besluit bedoeld in artikel 169, § 4, van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium. Die opschorting begint te lopen vanaf het jaar van dat besluit. »;

2° § 3 wordt opgeheven;

3° § 4 wordt § 3 en in die paragraaf worden de woorden "de vernieuwing voltooid is" vervangen door de woorden "de herinrichting van de site vastgesteld wordt bij het besluit bedoeld in artikel 169, § 7, van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.";

4° § 5 wordt vervangen als volgt :

« § 4. wanneer de site het voorwerp is van de onteigeningsprocedure bedoeld in de artikelen 181 of 182 van het Waalse wetboek voor ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, worden de in paragraaf 2 bedoelde belastingen opeisbaar en begint de verjaring opnieuw te lopen vanaf de datum van de aanvankelijke opschorting bedoeld in § 1. »;

5° § 6 wordt § 5 en in die paragraaf worden de woorden "in de §§ 3 en 5" vervangen door de woorden "in § 4. »

*Afdeling 3. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 1 april 2004  
betreffende de sanering van verontreinigde bodems en te herontwikkelen bedrijfsruimten*

**Art. 58.** In het decreet van 1 april 2004 betreffende de sanering van verontreinigde bodems en te herontwikkelen bedrijfsruimten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de artikelen 7 tot 10, artikel 11, zoals het artikel 169 van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium vervangen heeft en er de artikelen 169 en 169/1 tot 169/11, de artikelen 12 tot 14, artikel 16 en artikel 17, vervangen bij het programma-decreet van 3 februari 2005, heeft ingevoegd, worden opgeheven;

2° artikel 20 wordt opgeheven;

3° in artikel 59<sup>ter</sup> sub artikel 21, § 2, 2° et 3°, worden de woorden "een saneringsplan in de zin van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium" geschrapt;

4° artikel 20 wordt opgeheven;

5° in artikel 14, tweede lid, sub artikel 26 :

a. in punt 5° worden de woorden "de te herontwikkelen bedrijfsruimten" vervangen door de woorden "de herin te richten sites";

b. in punt 9° worden de woorden "of een saneringsplan in de zin van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium" geschrapt;

6° in artikel 31 worden de woorden "169 et 168 sub artikel 11" geschrapt.

HOOFDSTUK XI. — *Slotbepalingen*

**Art. 59.** Voor de uitvoering van de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië die de Waalse regering heeft aangenomen op 30 augustus 2005, kan de Regering de "S.R.I.W. » (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië) bij decreet of bij besluit met opdrachten belasten.

De bepalingen van de artikelen 28 en 29, § 1, tweede lid, en § 2, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen zijn van toepassing op de aldus gedelegeerde opdrachten.

**Art. 60.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2006, met uitzondering van artikel 43, dat in werking treedt op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 februari 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,  
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,  
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie en Tewerkstelling,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

*Stukken van de Raad 296 (2005-2006), nrs. 1, 1bis tot 19.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 22 februari 2006.*

*Bespreking. Stemming.*